

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

ÎLE-DE-FRANCE



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

Construction neuve

Bâtiment résidentiel

Construction

Logements mis en chantier

Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)

+26,6% ▲

50 100 lgts

+11,5% ▲

284 800 lgts

Logements autorisés

Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)

+37,5% ▲

70 200 lgts

+22,4% ▲

396 400 lgts

Commercialisation

Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.)

Au 1^{er} trimestre 2026 (évol 1an)

-8,9% ▼

4 589 lgts

-0,1% =

16 115 lgts

Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 1^{er} trimestre 2026 (évol 1an)

+7,2% ▲

30 169 lgts

-1,6% ▼

117 741 lgts

Prix des logements collectifs

Au 1^{er} trimestre 2026 (évol 1an)

+3,2% ▲

5 514 €/m²

+2,2% ▲

4 991 €/m²

Bâtiment non résidentiel

Construction

Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+16,1% ▲

2 747 mill. m²

+6,5% ▲

20 916 mill. m²

Surface de locaux autorisés

Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+24,7% ▲

4 498 mill. m²

-1,7% ▼

37 250 mill. m²

Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

Entretien-rénovation

Activité en entretien-rénovation

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en volume

Au 1^{er} trimestre 2026 (évol 1an)

-3,0% ▼

-2,6% ▼

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en valeur

Au 1^{er} trimestre 2026 (évol 1an)

-0,3% =

+0,1% =

Perspectives d'activité en entretien-rénovation

Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 1^{er} trimestre 2026 (évol 1an)

▲

10,6 semaines

=

13,3 semaines

Solde d'opinion des professionnels sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation

Pour le 2^{ème} trimestre 2026 (évol historique même trimestre)

▼

-12

▼

-16

Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

Travaux liés à l'éco-PTZ

De janvier à la fin du 4^{ème} trimestre 2025 (évol 1an), en M€

+12,5% ▲

168,07 M€

+14,5% ▲

2 561,28 M€

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Travaux Publics

Île-de-France

France

Travaux Publics

Activité récente

Au 1^{er} trimestre 2026 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)

-29



-39

Prévisions d'activité

Pour le 2^e trimestre 2026 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)

-24



-23

Carnets de commandes

Au 1^{er} trimestre 2026 (évol 1an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois

-0,5 mois

10,7 mois

-0,3 mois

7,0 mois



Industrie des Matériaux de Construction

Île-de-France

France

Industrie des Matériaux de Construction

Production BPE

Production de BPE entre janv. et mars 2026 (évol 1an), en m3

-10,1%

1 051 860 m3

-4,4%

7 436 713 m3

Production Granulats

Production de Granulats entre janv. et fevr. 2026 (évol 1an), en milliers de tonnes

-9,9%

996 kt

-7,5%

36 308 kt



Appareil de Production

Île-de-France

France

Appareil de production

Emploi

Emplois salariés dans la construction

A la fin du 4^e trimestre 2025 (évol 1an)

-0,7% =

356 599 sal.

-1,2%

1 592 789 sal.

Intérimaires Construction

Moyenne 3 mois à fin Mars 2026 (évol 1an)

-6,7%

20 115 ETP

-4,8%

115 507 ETP

Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 1^{er} trimestre 2026 (évol 1an)

-9,2%

38 143 DEFM

-8,3%

219 704 DEFM

Santé des entreprises

Créations d'entreprises dans la construction

Au 1^{er} trimestre 2026 (évol 1an)

+6,3%

5 691 ent.

+8,3%

25 130 ent.

Défaillances d'entreprises de Construction

Au 1^{er} trimestre 2026 (évol 1an)

+13,4%

984 défaillances

+4,6%

3 997 défaillances



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS : LA BONNE DYNAMIQUE SE POURSUIT MAIS LE VOLUME CUMULÉ DES MISES EN CHANTIER RESTE FAIBLE

Entre avril 2025 et mars 2026, environ 50 100 logements ont été mis en chantier en Île-de-France, soit 26,6% de plus qu'au cours des 12 mois précédents. Il s'agit de la plus forte progression enregistrée parmi les régions métropolitaines, juste devant la Nouvelle-Aquitaine. Cette tendance à la hausse concerne désormais l'ensemble des segments de marché.

Les autorisations affichent une augmentation encore plus importante (+37,5%), portée par les logements collectifs (+41,8%). Le segment de l'individuel pur progresse plus modestement (+10,1%), tandis que celui de l'individuel groupé diminue (-4,8%).

| La construction neuve de logements (date réelle l'estimée) | Cumul 12 mois à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|---|--|---------------|----------|
| Total logements commencés | 50 100 lgts | +26,6% | ▲ |
| Dont individuels purs | 3 100 lgts | +7,3% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 2 400 lgts | +43,0% | ▲ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 44 500 lgts | +27,4% | ▲ |
| Total logements autorisés | 70 200 lgts | +37,5% | ▲ |
| Dont individuels purs | 3 700 lgts | +10,1% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 2 300 lgts | -4,8% | ▼ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 64 200 lgts | +41,8% | ▲ |

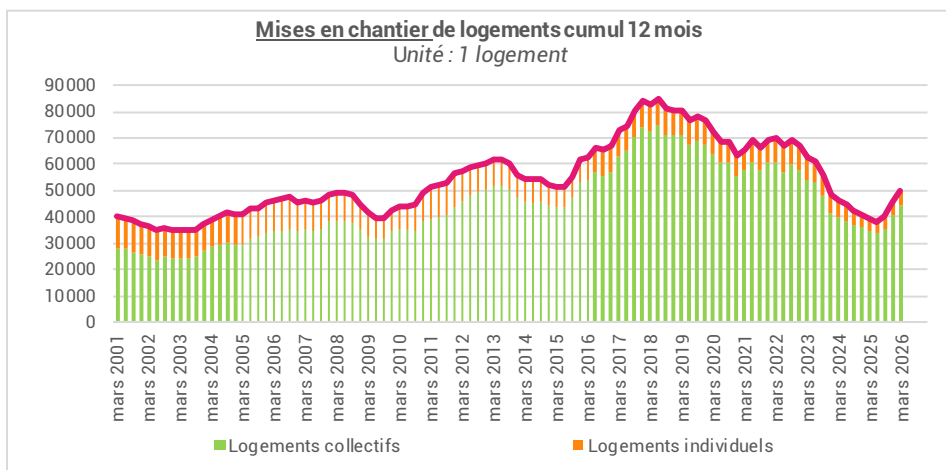
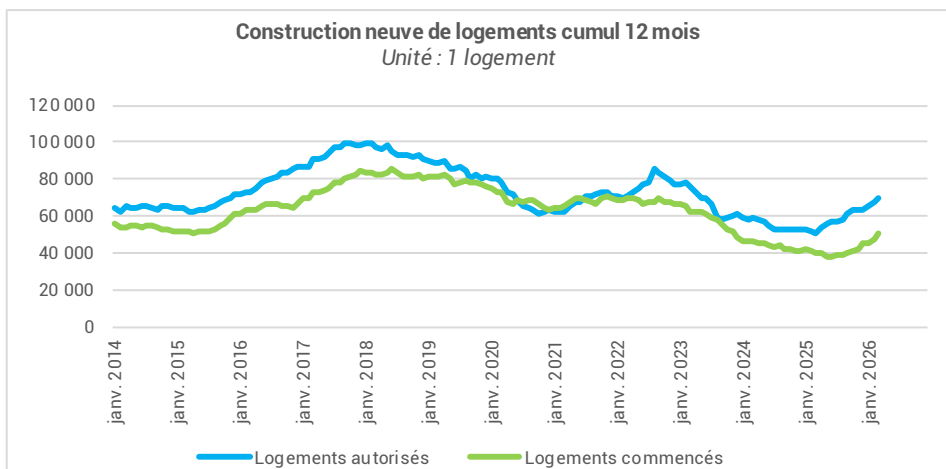
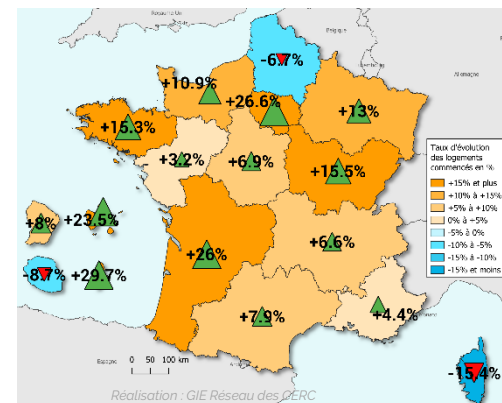
MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2026

50 100 logements

+26,6% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin mars 2026
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2026

70 200 logements

+37,5% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissements :

Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Par ailleurs, à compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sitaldel3, qui remplace Sitaldel2. Ce nouveau dispositif produit les mêmes informations que le précédent, avec quelques modifications mineures sur les résultats liées à de nouvelles règles de gestion et à une intégration un peu plus précoce des informations remontées dans les permis de construire.

Source :
SDES, Sit@del,
estimations à fin mars 2026



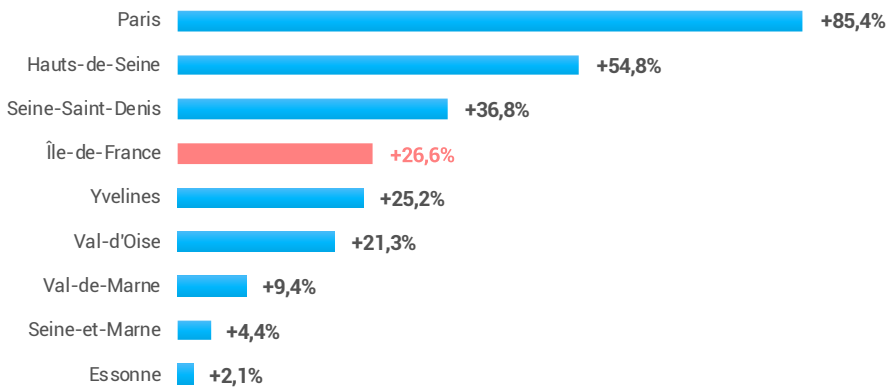
Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements

Évolution du cumul 12 mois à fin mars 2026

Unité : % d'évolution à 1 an



Une hausse généralisée aux huit départements franciliens

A l'échelle régionale, le nombre de logements mis en chantier entre avril 2025 et mars 2026 a augmenté de 26,6% par rapport aux 12 mois précédents. Tous les départements franciliens participent à cette hausse mais dans des proportions très contrastées : de +2,2% en Essonne à +85,4% à Paris, qui reste toutefois le département le moins contributeur en volume.

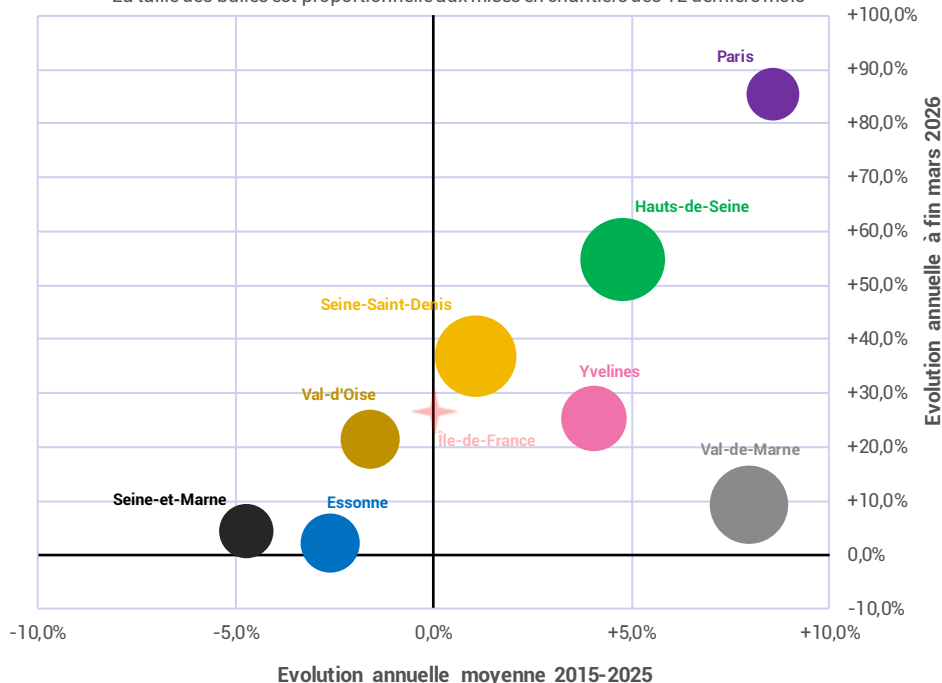
Le Val-de-Marne est le seul département pour lequel les évolutions des mises en chantier de logements sur courte et longue périodes sont relativement proches : +9,4% sur 12 mois (avril 2025 - mars 2026 vs avril 2024 - mars 2025) et +8% en moyenne par an entre 2015 et 2025.

Les mises en chantier de logements

Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2015-2025

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Note de lecture du graphique ci-contre :

En Seine-et-Marne, les mises en chantier de logements cumulées sur 12 mois à fin mars 2026 ont augmenté de 4,4% par rapport aux 12 mois précédents. Sur longue période (2015-2025), elles ont diminué de près de 5% en moyenne par an.

La taille des bulles est proportionnelle au nombre de logements commencés entre avril 2025 et mars 2026.

Source :
SDES, Sit@del,
estimations à fin mars 2026



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS : UNE OFFRE NOUVELLE EN NETTE CONTRACTION EN CE DÉBUT D'ANNÉE 2026

Les mises en vente de logements collectifs destinés à des particuliers au cours du 1er trimestre 2026 ont fortement diminué en Île-de-France par rapport au 1er trimestre 2025 (-34,3%, soit 2 924 logements). Cumulées sur 12 mois, les mises en vente se maintiennent cependant à un niveau supérieur par rapport aux 12 mois précédents (+18,8%).

Les réservations enregistrent un recul moins marqué en ce début d'année (-9,8% au 1er trimestre). En cumul sur 12 mois, elles s'inscrivent également en baisse (-6,4%).

L'encours d'appartements proposés à la vente à fin mars 2026 est de 29 061, soit 7,1% de plus qu'un an auparavant.

Le prix moyen des appartements vendus au cours du 1er trimestre 2026 en région s'élève à 5 514 €/m², soit 3,2% de plus qu'au 1er trimestre 2025.

RESERV. LGTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM. AU 1^{er} TRIM. 2026

17 880 logements

-6,4% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

| La commercialisation de logements neufs collectifs aux particuliers | 1 ^o trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|---|---|-----------|---|
| Commercialisation au cours du trimestre | | | |
| Mises en vente ⁽¹⁾ | 2 924 lgts | -34,3% | ▼ |
| Réservations ⁽²⁾ | 4 382 lgts | -9,8% | ▼ |
| Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre) | 29 061 lgts | +7,1% | ▲ |
| Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾ | 20,1 mois | +3,9 mois | ▲ |
| Prix des logements collectifs | 5 514 €/m ² | +3,2% | ▲ |
| Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres | | | |
| Mises en vente | 17 327 lgts | +18,8% | ▲ |
| Réservations | 17 880 lgts | -6,4% | ▼ |
| Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾ | 3 765 lgts | -4,1% | ▼ |

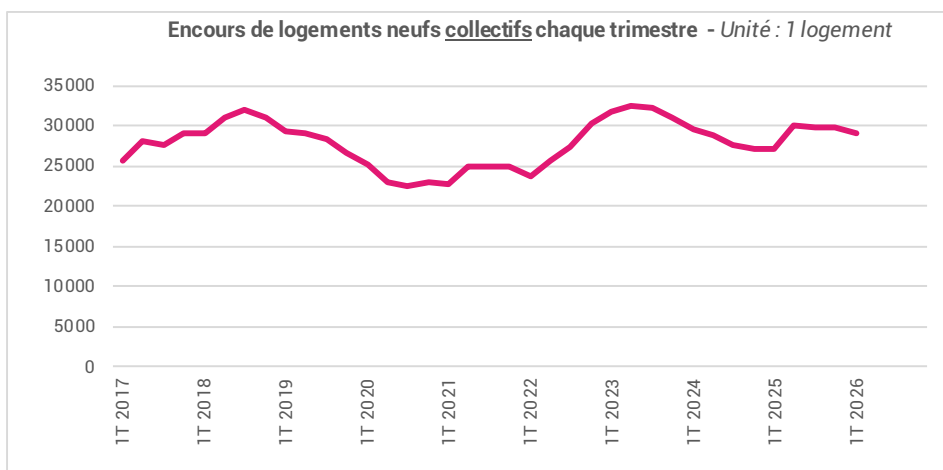
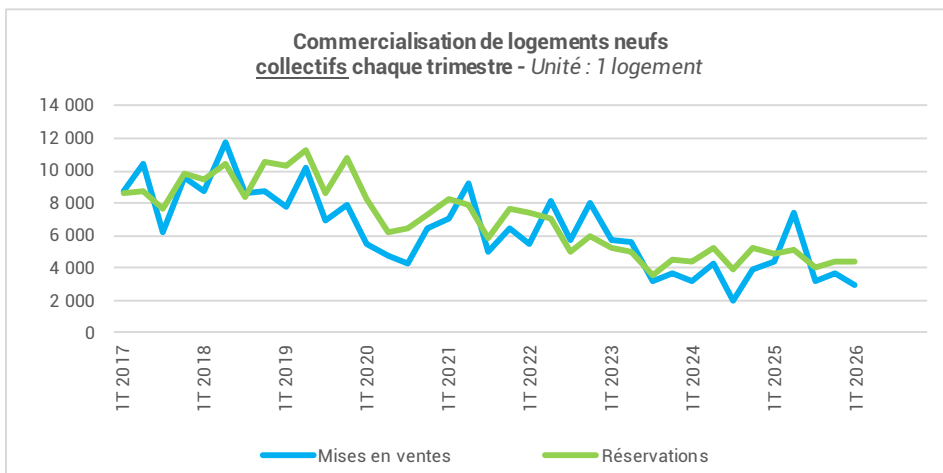
(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers.

Sources : SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS INDIVIDUELS : UNE DYNAMIQUE TOUJOURS POSITIVE SUR 12 MOIS

Sur le segment plus restreint des logements **individuels** destinés à des particuliers, les mises en vente au cours du 1er trimestre 2026 sont également en recul en Île-de-France par rapport au 1er trimestre 2025. Les réservations ont, quant à elles, progressé de 14,4%. Cumulés sur 12 mois, ces chiffres se maintiennent à des niveaux supérieurs à ceux des 12 mois précédents (+52,6% pour les mises en vente et +15,2% pour les réservations).

L'encours de logements individuels disponibles à la vente à fin mars 2026, soit 1 108 maisons, est en hausse de 11,7% par rapport à la même période l'année précédente.

Le prix moyen des maisons individuelles neuves vendues au cours du 1er trimestre 2026 en région est de 349 859 €, soit un niveau inférieur de 14,5% par rapport au 1er trimestre 2025.

| La commercialisation de logements neufs individuels aux particuliers | 1 ^o trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|---|-----------|---|
| Commercialisation au cours du trimestre | | | |
| Mises en vente ⁽¹⁾ | 90 lgts | -24,4% | ▼ |
| Réservations ⁽²⁾ | 207 lgts | +14,4% | ▲ |
| Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre) | 1 108 lgts | +11,7% | ▲ |
| Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾ | 17,4 mois | -2,4 mois | ▼ |
| Prix des logements individuels | 349 859 €/lot | -14,5% | ▼ |
| Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres | | | |
| Mises en vente | 711 lgts | +52,6% | ▲ |
| Réservations | 718 lgts | +15,2% | ▲ |
| Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾ | 165 lgts | -6,8% | ▼ |

RESERV. LGTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM. AU 1^{er} TRIM. 2026

718 logements

+15,2% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

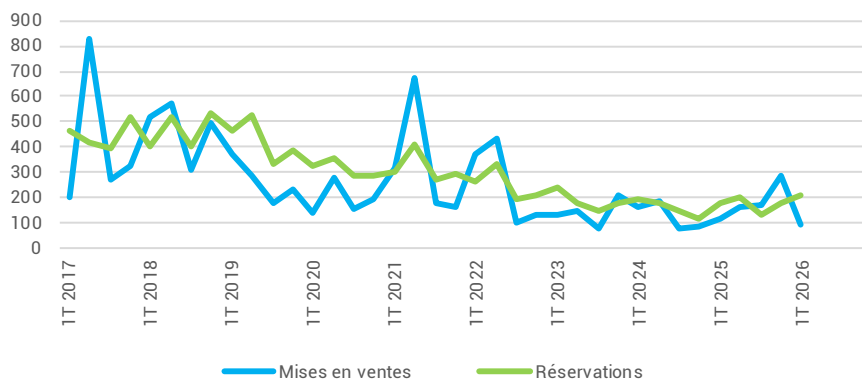
(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre

Unité : 1 logement

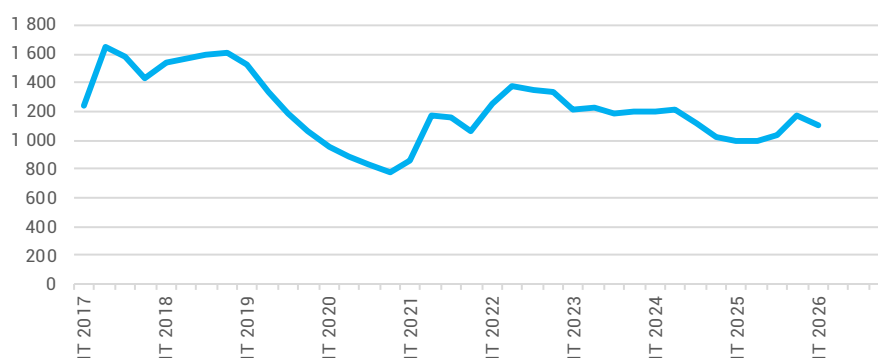


Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers.

Encours de logements neufs individuels chaque trimestre

Unité : 1 logement



Sources :
SDES, ECLN (données brutes)



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

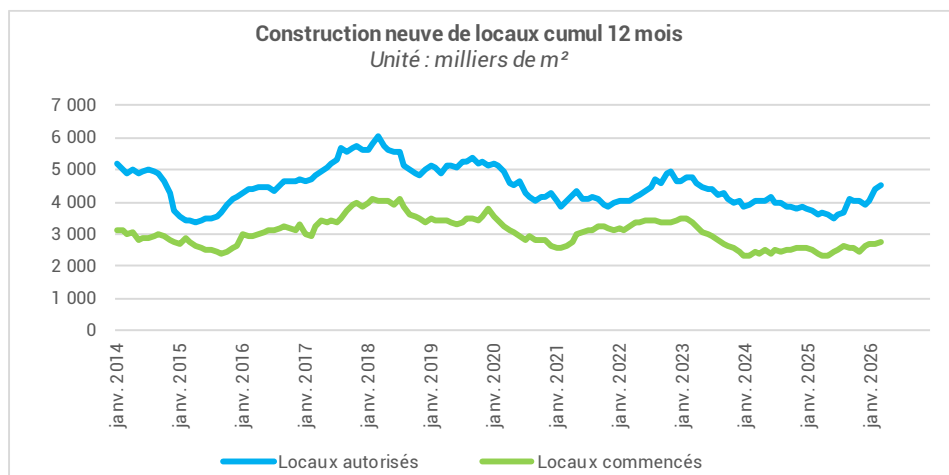
CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX : LES MISES EN CHANTIER ET LES AUTORISATIONS POURSUIVENT LEUR HAUSSE

Plus de 2,7 millions de m2 de locaux non résidentiels ont été mis en chantier en région entre avril 2025 et mars 2026, soit 16,1% de plus par rapport aux 12 mois précédents. Comparées au marché du logement, les évolutions sont plus différenciées d'une région française à l'autre, l'Île-de-France s'inscrivant parmi les territoires les mieux orientés.

Le secteur public tire nettement cette croissance (+17,5%), alors que les commerces stagnent (+0,4%), en deçà de la dynamique globale affichée par les autres types de locaux (+8%).

Côté autorisations, la hausse est encore plus marquée : globalement +24,7% en cumul sur 12 mois, soit près de 4,5 millions de m2. Ce constat est particulièrement notable sur le segment des commerces (+36,7%).

| La construction neuve de locaux (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|---------------|---|
| Cumul 12 mois | | | |
| Total locaux commencés | 2 747 mill. m ² | +16,1% | ▲ |
| Total locaux autorisés | 4 498 mill. m ² | +24,7% | ▲ |



| Locaux mis en chantier (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|---------------|---|
| Total locaux commencés | 2 747 mill. m ² | +16,1% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 176 mill. m ² | n.s. | |
| Commerces | 410 mill. m ² | +0,4% | = |
| Secteur public | 915 mill. m ² | +17,5% | ▲ |
| Autres locaux | 1 246 mill. m ² | +8,0% | ▲ |

| Locaux autorisés (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|---------------|---|
| Total locaux autorisés | 4 498 mill. m ² | +24,7% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 267 mill. m ² | +98,2% | ▲ |
| Commerces | 984 mill. m ² | +36,7% | ▲ |
| Secteur public | 1 344 mill. m ² | +25,1% | ▲ |
| Autres locaux | 1 902 mill. m ² | +13,4% | ▲ |

AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2026

4 498 milliers de m2

+24,7% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

MISES EN CHANTIER

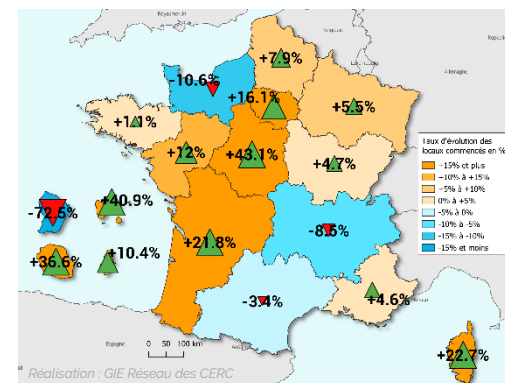
CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2026

2 747 milliers de m2

+16,1% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin mars 2026
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement :

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitaldel3, qui remplace Sitaldel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées. En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa.

Sources :
SDES, Sit@del (date de prise en compte)



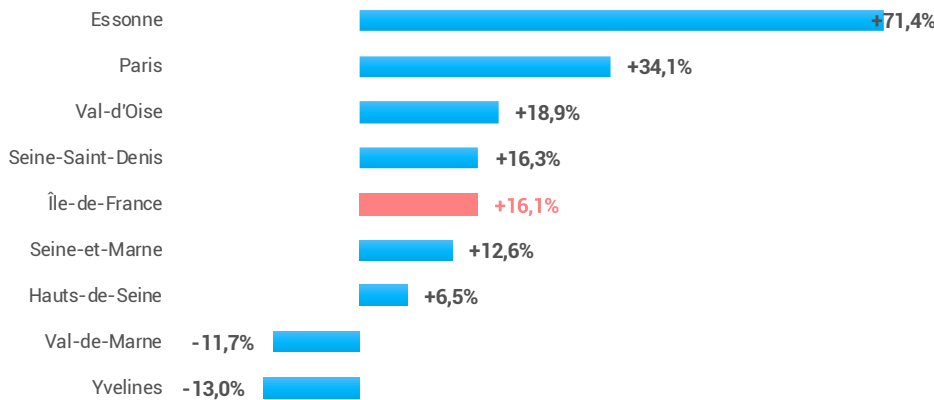
Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de locaux dans les départements

Évolution du cumul 12 mois à fin mars 2026

Unité : % d'évolution à 1 an



Six départements sur huit sont bien orientés

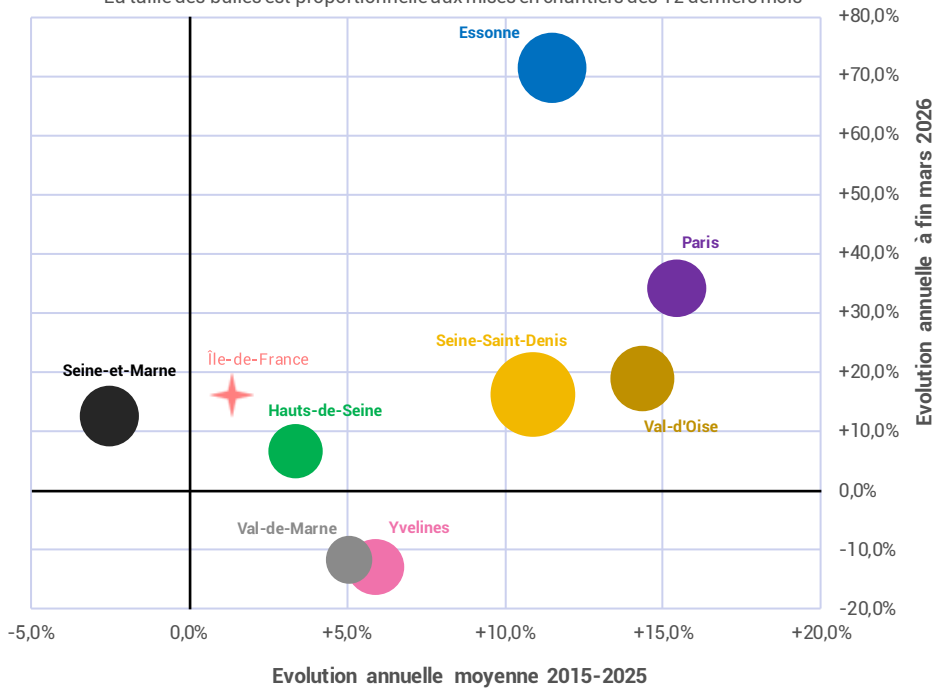
A l'échelle régionale, cumulées sur 12 mois à fin mars 2026, les surfaces de locaux mises en chantier sont en hausse de 16,1% par rapport aux 12 mois précédents. La majorité des départements s'inscrivent dans cette tendance, avec des évolutions allant de +6,5% dans les Hauts-de-Seine à +71,4% en Essonne. Seuls le Val-de-Marne et les Yvelines affichent des mises en chantier en recul (de respectivement -11,7% et -13% au cours de cette période).

Note de lecture du graphique ci-contre :
Le département de la Seine-et-Marne enregistre une hausse des surfaces de locaux mises en chantier en cumul sur 12 mois à fin mars 2026 de 12,6% par rapport aux 12 mois précédents. À l'inverse, il affiche une baisse sur longue période (-2,5% en moyenne par an sur 2015-2025). La taille des bulles est proportionnelle aux surfaces de locaux commencées entre avril 2025 et mars 2026.

Les mises en chantier de locaux

Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2015-2025
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Sources :
SDES, Sit@del (date de prise en compte)



Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

ENTRETIEN-RÉNOVATION

UN MARCHÉ DE L'ENTRETIEN-RÉNOVATION EN NET RECUL EN CE DÉBUT D'ANNÉE 2026

58% des professionnels du Bâtiment franciliens jugent la situation économique actuelle en entretien-rénovation bonne (56%) ou très bonne (2%), soit 3 points de moins si l'on compare à la situation globale et 11 points de moins par rapport à la moyenne historique enregistrée à cette période de l'année. Cette part est également inférieure à la moyenne nationale (62%).

Ce trimestre, l'activité en entretien-rénovation des entreprises de Bâtiment franciliennes recule fortement par rapport au 1er trimestre 2025 (-3%). Sept autres régions enregistrent des baisses similaires, toutes proches ou au-delà de la moyenne nationale (-2,6%). Avec -1,1%, la Bretagne et la Normandie sont les plus épargnées.

En valeur, l'évolution de l'activité est de -0,3% en région (+0,1% en France).

La baisse de l'activité d'entretien-rénovation s'élève à 4,4% sur le segment des logements au 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025 en Île-de-France. C'est nettement en-dessous de la moyenne nationale (-2,8%). La situation s'avère meilleure sur le segment des locaux : la baisse est moins importante en région (-1,1%) qu'à l'échelle nationale (-1,8%).

| Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation | 1er trimestre 2026 - Evol 1 an | |
|--|--------------------------------|---|
| De logements | | |
| Île-de-France | -4,4% | ▼ |
| France | -2,8% | ▼ |
| De bâtiments non résidentiels | | |
| Île-de-France | -1,1% | ▼ |
| France | -1,8% | ▼ |

FOCUS : RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

UNE BAISSSE ENCORE PLUS IMPORTANTE SUR LE MARCHÉ PLUS SPÉCIFIQUE DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

L'activité sur le marché spécifique de la rénovation énergétique recule toujours davantage que sur l'ensemble de l'entretien-rénovation (-4% au 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025 en Île-de-France, soit un point de moins).

Cette tendance s'observe sur l'ensemble des régions (avec une baisse moyenne de l'ordre de 3,4% en France, contre 2,6% sur l'ensemble de l'entretien-rénovation). Aucune région n'est épargnée ce trimestre, la baisse allant de 1,8% en Normandie à 4,7% en Occitanie.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION EN VOLUME AU 1^{er} TRIM. 2026

-3,0% ▼

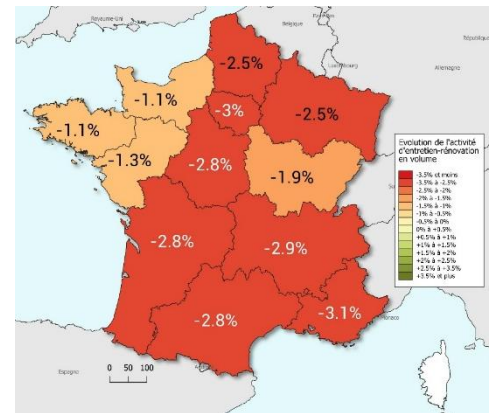
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 1^{er} TRIM. 2026

-0,3% =

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en entretien-rénovation en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VOLUME AU 1^{er} TRIM. 2026

-4,0% ▼

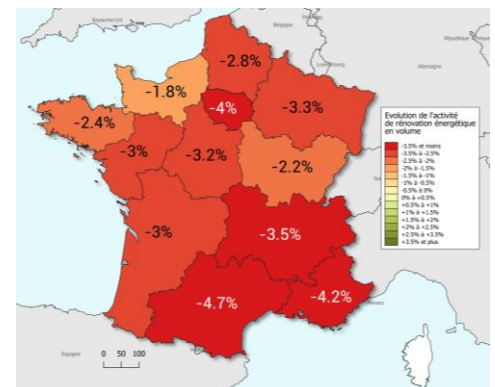
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 1^{er} TRIM. 2026

-1,3% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en rénovation énergétique en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé

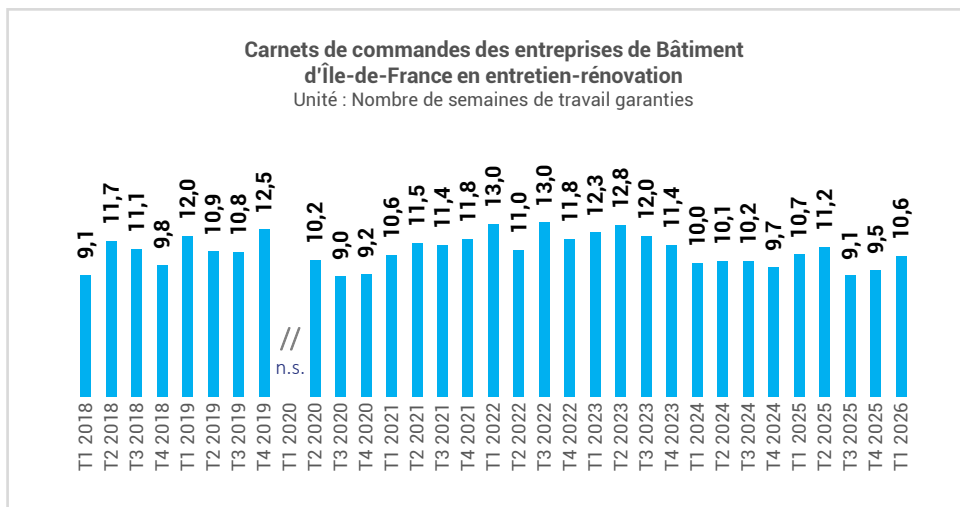


CARNETS DE COMMANDES

L'AMÉLIORATION SE POURSUIT TOUTEFOIS DU CÔTÉ DES CARNETS DE COMMANDES

Bien que toujours en retrait par rapport à la moyenne nationale, le niveau des carnets de commandes augmente à nouveau en ce début d'année 2026 en Île-de-France. Il s'établit à une moyenne de 10,6 semaines de travaux garantis en région, juste devant Provence-Alpes-Côte d'Azur (10,3 semaines).

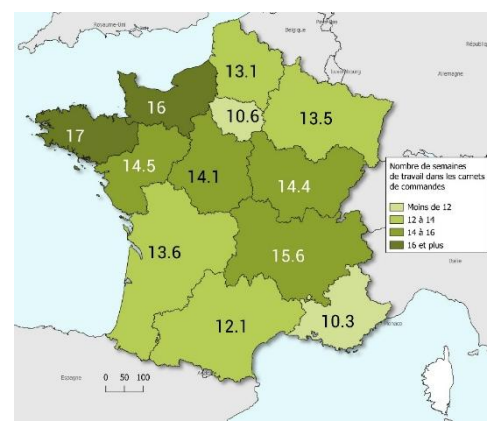
La Bretagne et la Normandie affichent les valeurs les plus élevées (respectivement 17 et 16 semaines). Exceptées Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes, les autres régions enregistrent des moyennes autour de 13-14 semaines.



SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION À LA FIN DU 1^{er} TRIMESTRE 2026

10,6 ▲
(ÉVOLUTION 1 TRIM.)

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation à fin 1^{er} trimestre 2026



Source : Réseau des CERC - Unité : nombre de semaines de travail

OPINIONS DES ENTREPRISES

UN SOLDE D'OPINION TOUJOURS NÉGATIF QUAND À L'ACTIVITÉ À VENIR, MAIS MEILLEUR QU'AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT

20% des professionnels du Bâtiment franciliens anticipent une légère (16%) ou une forte (4%) hausse de leur activité en entretien-rénovation au 2^{ème} trimestre 2026. A l'opposé, ils sont 32% à prévoir une légère (15%), voire une forte (17%) baisse.

Ainsi, le solde d'opinion quant au niveau d'activité à venir (-12) se révèle meilleur qu'au trimestre précédent (-31) mais reste inférieur à la moyenne de longue période sur ce trimestre de l'année.

A l'échelle nationale, le solde d'opinion quant au niveau d'activité attendu au 2^{ème} trimestre 2026 s'améliore par rapport au trimestre précédent (-16 contre -29).

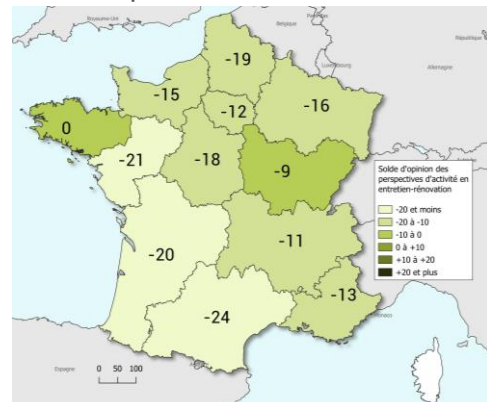
Ce solde s'avère négatif sur l'ensemble des régions, excepté en Bretagne où la part d'entreprises prévoyant une hausse d'activité est égale à la part d'entreprises prévoyant une baisse.

Avec des soldes autour de -20, les entrepreneurs de Nouvelle-Aquitaine, des Pays de la Loire et d'Occitanie apparaissent comme les plus pessimistes pour le trimestre à venir.

SOLDE D'OPINION* DES PROFESSIONNELS SUR L'ÉVOLUTION DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN RÉNOVATION POUR LE 2^{ème} TRIMESTRE 2026

-12 ▼
(ÉVOLUTION MOY. TRIM. ANNÉES PRÉC.)

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation d'entretien rénovation pour le 2^{ème} trimestre 2026



Source : Réseau des CERC - Unité : solde d'opinion *

* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien rénovation



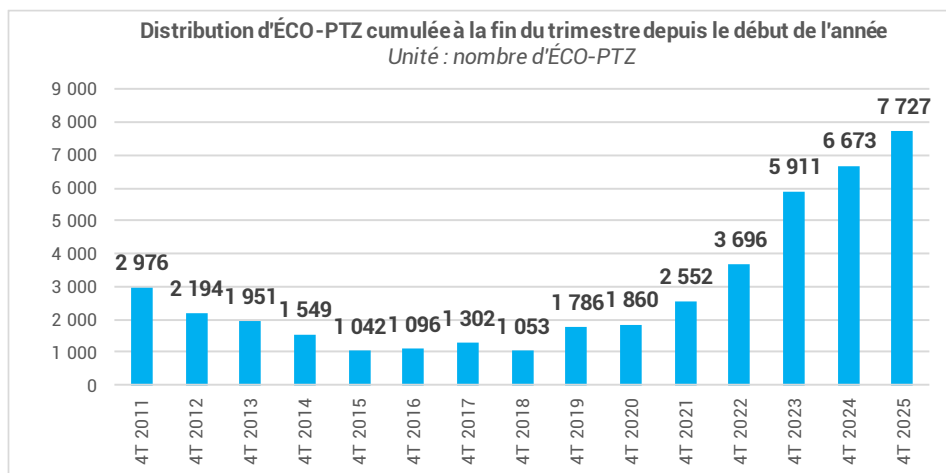
Bâtiment - Entretien-rénovation

Bâtiment résidentiel : Prêts à taux zéro

NOUVEAU PIC POUR LES ÉCO-PTZ ÉMIS EN RÉGION

Le nombre d'éco-PTZ distribués en Île-de-France a augmenté de 15,8% en 2025 par rapport à 2024, dépassant les 7 700. Ces prêts ont représenté un volume de travaux réalisés sur l'année de plus de 168 M€, soit 12,5% de plus par rapport à l'année précédente.

| Travaux liés à l'ÉCO-PTZ | De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an | | |
|--------------------------|---|-----------|--------|
| | Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ | 168,07 M€ | +12,5% |
| Nombre d'ÉCO-PTZ | 7 727 ÉCO-PTZ | +15,8% | ▲ |



UN RECOURS AUX PTZ TOUJOURS EN AUGMENTATION

247 PTZ+ ont été accordés pour l'achat d'un logement ancien au cours du 4^e trimestre 2025 en Île-de-France, soit une forte hausse par rapport au 4^e trimestre 2024 (+21,7%).

Ce volume reste cependant moindre comparativement aux PTZ accordés dans le neuf : 3 925 prêts émis au cours de la même période, soit +20,8% sur un an, dispositif porté par les évolutions intervenues au 1er avril 2025.

| Prêts à 0% PTZ+ | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|--------------------------|---|--------|---|
| | Dans le neuf | | |
| Nombre de prêts délivrés | 3 925 | +20,8% | ▲ |
| Dans l'ancien | | | |
| Nombre de prêts délivrés | 247 | +21,7% | ▲ |

VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS ÉCO-PTZ

DE JANVIER À DÉC. 2025

168,07 M€

+12,5% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro pour financer des travaux d'éco-rénovation, d'un montant maximal de 50 000 € dans le cadre d'une rénovation globale.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

PRÊTS À 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS L'ANCIEN

AU 4^e TRIMESTRE 2025

247 prêts

+21,7% ▲

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour financer l'achat ou la construction d'une résidence principale, pouvant couvrir jusqu'à 50% du projet selon la tranche de revenus.

Sources :
SGFGAS (données brutes)



ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

UN DÉBUT D'ANNÉE MOROSE POUR LES ENTREPRISES FRANCILIENNES DE TRAVAUX PUBLICS

Comme anticipé lors de la précédente enquête, où les entreprises faisaient état d'un net pessimisme quant à l'activité du 1er trimestre 2026 (solde d'opinion de -57), les chefs d'entreprise ont été plus nombreux à constater une baisse de leur activité qu'une hausse au cours du trimestre écoulé (solde d'opinion de -29). Ce niveau demeure inférieur à la moyenne historique observée à cette période de l'année.

Les perspectives pour le 2ème trimestre 2026 ne montrent pas d'amélioration notable, le solde d'opinion prévisionnel s'établissant à -24.

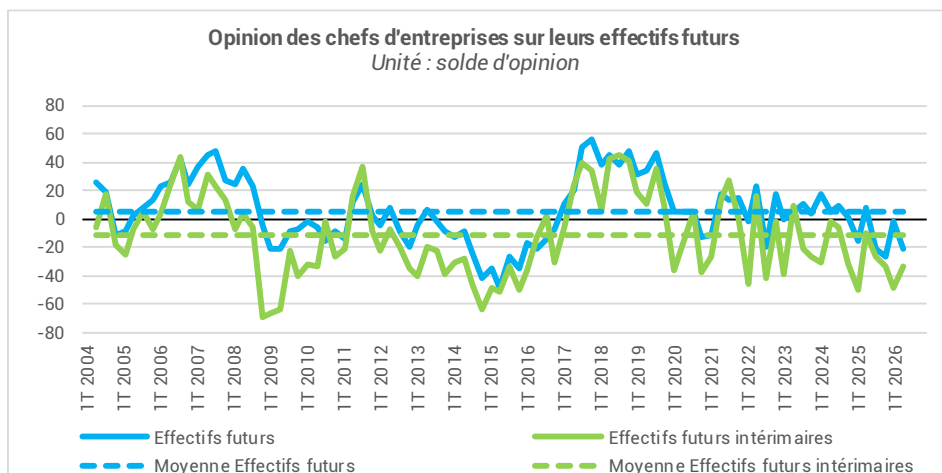
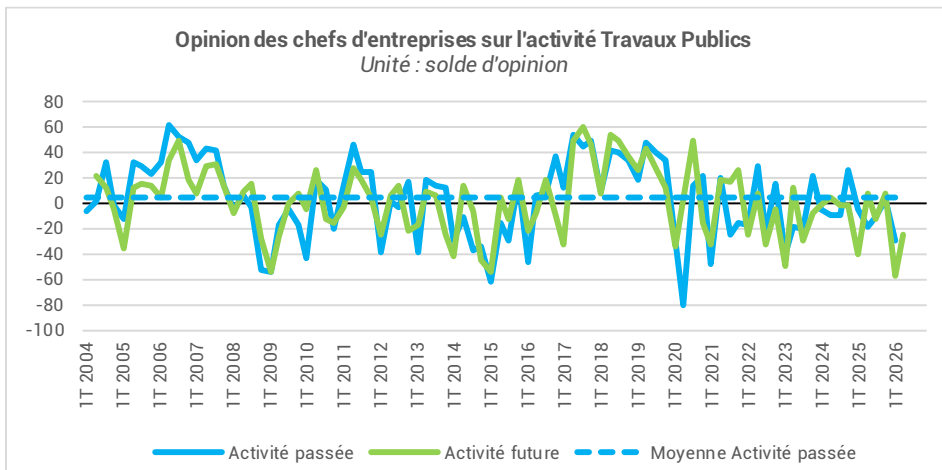
| Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion) | Evol historique même trimestre | |
|---|--------------------------------|---|
| Prévisions d'activité pour le 2° trimestre 2026 | -24 | ▼ |
| Activité récente du 1° trimestre 2026 | -29 | ▼ |

ACTIVITÉ RÉCENTE OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 1^{er} TRIMESTRE 2026

-29 ▼
(ÉVOLUTION MOYENNE PÉRIODE)

PRÉVISION D'ACTIVITÉ OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES POUR LE 2^{ème} TRIM. 2026

-24 ▼
(ÉVOLUTION MOYENNE PÉRIODE)



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

LES ENTREPRENEURS FRANCILIENS ANTICIPENT UNE HAUSSE DES PRIX PRATIQUÉS POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE

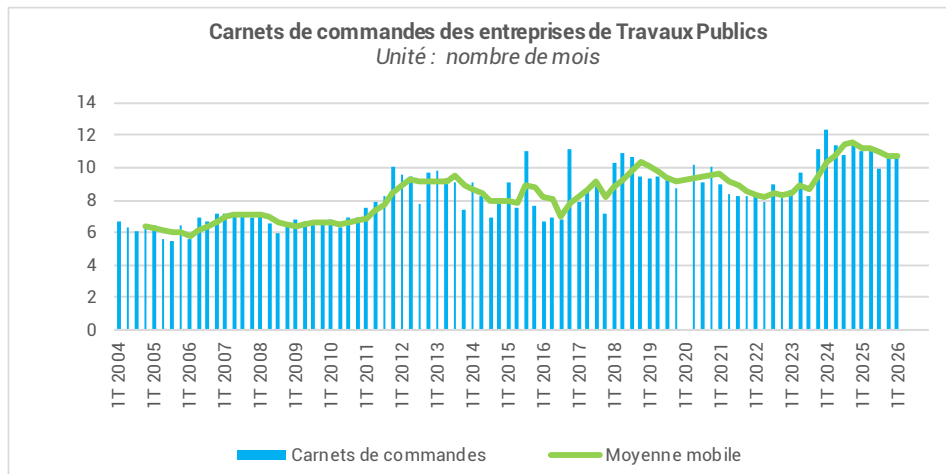
À fin mars 2026, le niveau moyen des carnets de commandes calculé sur 12 mois s'établit à 10,7 mois (-0,5 mois par rapport à la même période de l'année précédente).

Quant aux délais de paiement, le solde d'opinion à +8, similaire à la moyenne observée historiquement à cette période de l'année, indique que les entreprises sont toujours un peu plus nombreuses à considérer qu'ils ont augmenté.

Enfin, concernant les prix pratiqués, les entrepreneurs restent plus nombreux à ressentir une baisse des prix passés mais anticipent une hausse à venir.

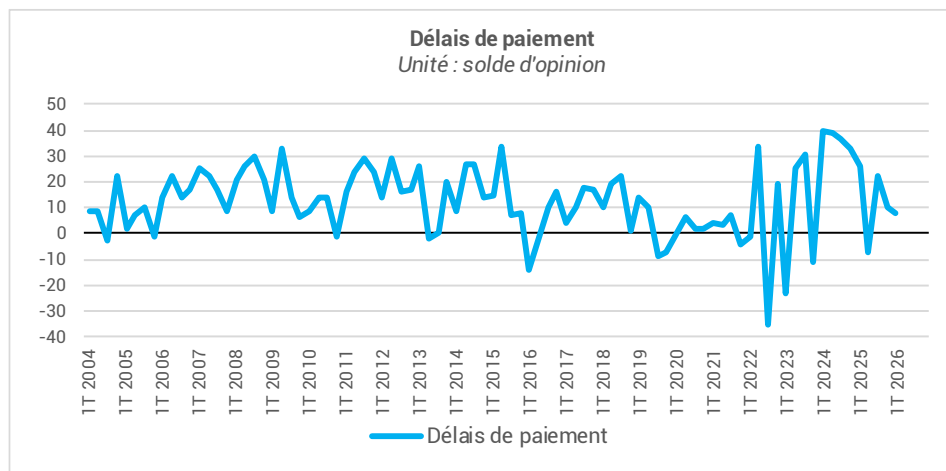
CARNETS DE COMMANDES

| Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics | 1 ^o trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|---|---|-----------|---|
| Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres | 10,7 mois | -0,5 mois | ▼ |



DÉLAIS DE PAIEMENT

| Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion) | 1 ^o trimestre 2026 - Evol. hist.même trim. | |
|---|---|---|
| Délais de paiement | +8 | = |



PRIX PRATIQUÉS

| Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion) | Evol historique même trimestre | |
|---|--------------------------------|---|
| Prix pratiqués pour le 2 ^o trimestre 2026 | 21 | ▲ |
| Prix pratiqués au 1 ^o trimestre 2026 | -22 | ▲ |

CARNET DE COMMANDES

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026

-0,5 mois ▼

DÉLAIS DE PAIEMENT

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026

+8 =

PRIX PRATIQUÉS

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026

-22 ▲

(ÉVOLUTION HIST. MÊME TRIMESTRE)

Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ». Évolution par rapport à la moyenne de longue période

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

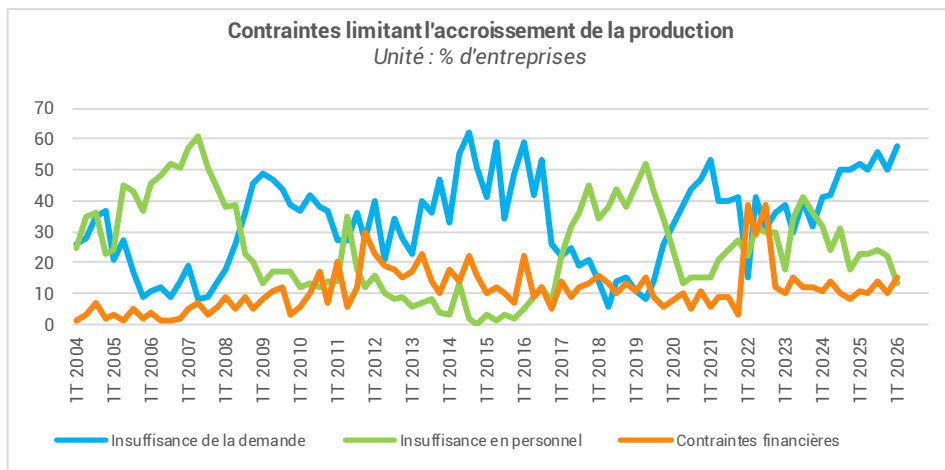
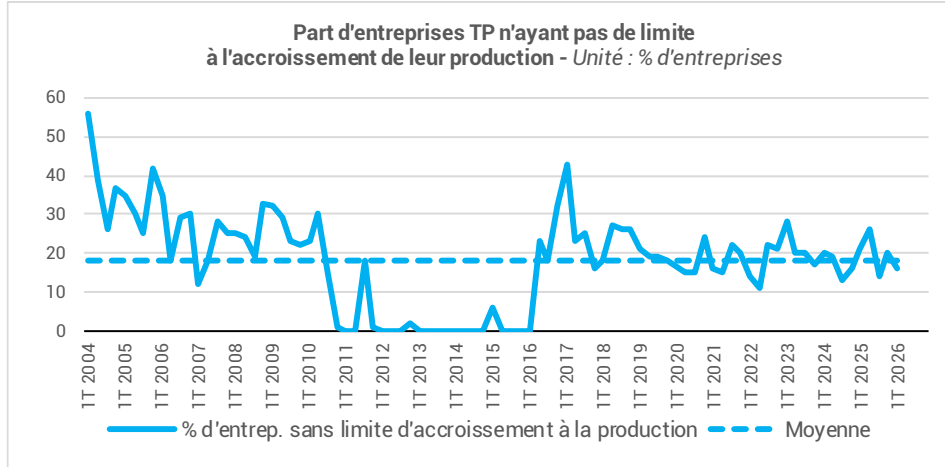
DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS QUI SE SENTENT FREINÉES PAR UNE DEMANDE LIMITÉE

Au 1er trimestre 2026, 16% des entreprises de Travaux Publics franciliennes déclarent ne pas percevoir de limites à l'accroissement de leur production, contre 21% à la même période l'an dernier.

Du côté des entreprises rencontrant des freins à l'accroissement de leur activité, dans le contexte électoral de ce début d'année, la principale contrainte est l'insuffisance de la demande, raison citée par 58% d'entre elles (soit 6 points de plus qu'au 1er trimestre 2025).

CONTRAINTES DE PRODUCTION

| Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|---------|---|
| Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.) | 16% | -5 pts | ▼ |
| Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.) | | | |
| Insuffisance de la demande | 58% | +6 pts | ▲ |
| Insuffisance en personnel | 13% | -10 pts | ▼ |
| Contraintes financières | 15% | +4 pts | ▲ |
| Conditions climatiques | 9% | -2 pts | ▼ |
| Insuffisance de matériel | 1% | +1 pts | = |
| Autres facteurs | 12% | +9 pts | ▲ |



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

UN NIVEAU DE PRODUCTION DE MATÉRIAUX EN BAISSÉ EN DÉBUT D'ANNÉE

La production de BPE au cours du mois de mars 2026, représentant 397 790 m³, est en recul de 6,5% par rapport au niveau de mars 2025. En cumul sur le 1er trimestre, la production a diminué d'environ 10% par rapport au 1er trimestre 2025.

S'agissant des granulats, la production s'élevait à 520 kt en février 2026, soit 9,7% de moins qu'en février 2025. En cumul sur les deux premiers mois de l'année, la baisse est quasi similaire (-9,9%).

PRODUCTION DE BPE

ENTRE JANV. ET MARS 2026

1 051 860 m³

-10,1% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

PRODUCTION DE GRANULATS

ENTRE JANV. ET FÉV. 2026

996 kt

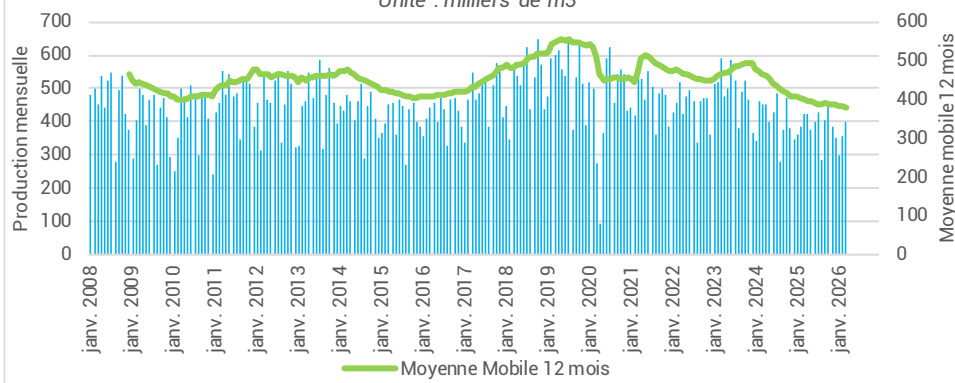
-9,9% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

La production de matériaux - Evol 1 an

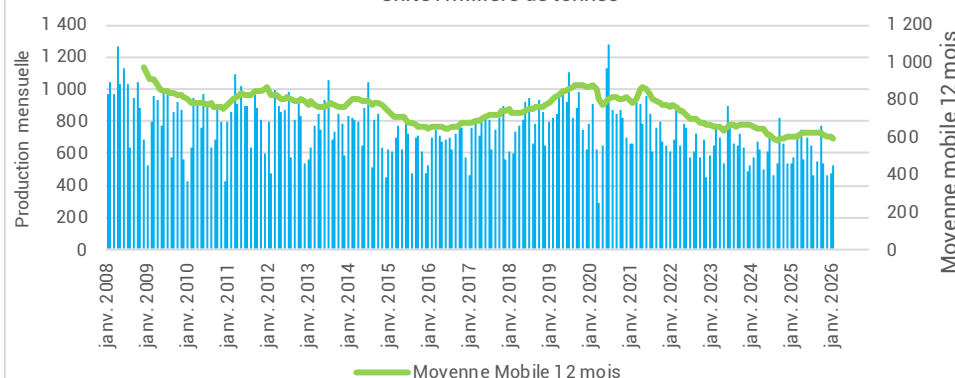
Production du mois

| | | | |
|---|--------------------------|--------|---|
| Production de BPE en mars 2026 | 397 790 m ³ | -6,5% | ▼ |
| Prod. de Granulats en février 2026 | 520 kt | -9,7% | ▼ |
| Production depuis le début de l'année | | | |
| Production de BPE entre janv. et mars 2026 | 1 051 860 m ³ | -10,1% | ▼ |
| Production de Granulats entre janv. et fevr. 2026 | 996 kt | -9,9% | ▼ |

Production mensuelle de BPE
Unité : milliers de m³



Production mensuelle de granulats
Unité : milliers de tonnes



Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

4

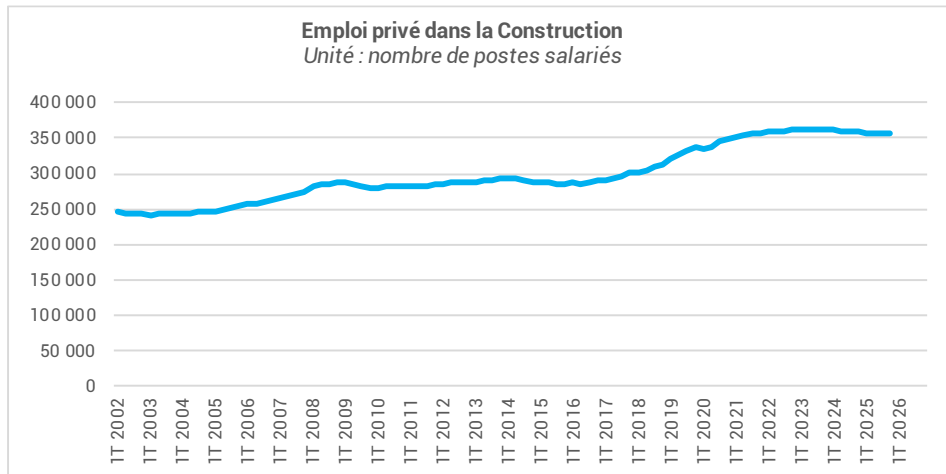
Appareil de production Emploi salarié et intérimaire

EMPLOI SALARIÉ

L'EMPLOI PRIVÉ DANS LA CONSTRUCTION RÉSISTE MIEUX EN RÉGION

L'emploi salarié privé s'est maintenu à un niveau relativement stable dans le secteur Construction en Île-de-France au 4ème trimestre 2025 par rapport au 4ème trimestre 2024 (-0,7%). La région figure toujours parmi les régions les moins mal orientées.

| Emploi salarié dans la Construction (emploi privé) | 4° trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|-------------------------------|-------|---|
| Nombre de postes salariés Construction | 356 599 sal. | -0,7% | = |



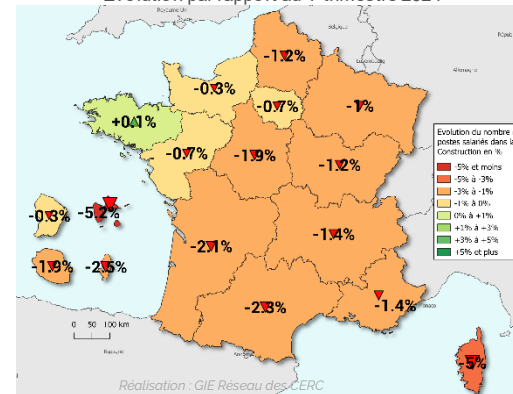
EMPLOI SALARIÉ

AU 4^{ème} TRIMESTRE 2025

356 599 salariés

-0,7% =
(ÉVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 4^{ème} trimestre 2025
Evolution par rapport au 4^{ème} trimestre 2024



Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

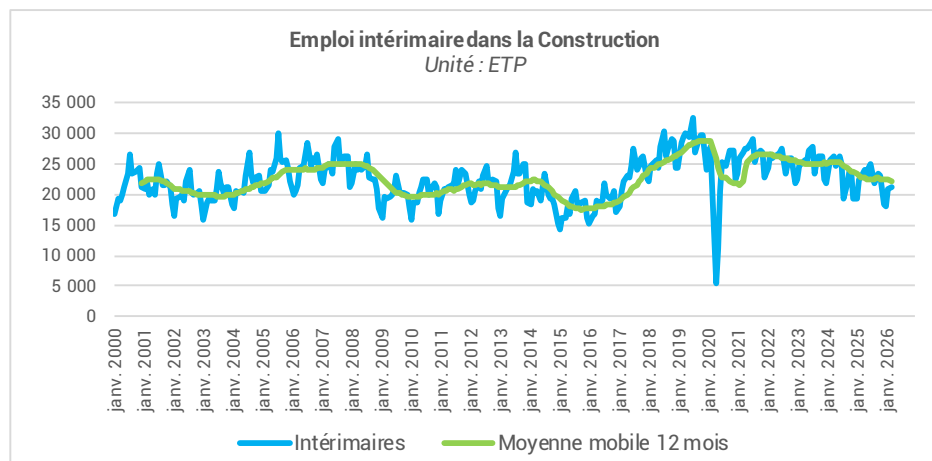
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

EMPLOI INTÉRIMAIRE

L'INTÉRIM CONSTRUCTION TOUJOURS EN REcul SUR UN AN

Avec environ 21 200 ETP en mars, l'intérim Construction en Île-de-France s'inscrit en retrait de 7,5% sur un an. Les effectifs reculent également en moyenne sur trois mois (-6,7%) et en cumul sur douze mois (-3,1%).

| Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut) | Mars 2026 - Evol 1 an | | |
|--|-----------------------|-------|---|
| Intérimaires Construction en Mars 2026 | 21 202 ETP | -7,5% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Mars 2026 | 20 115 ETP | -6,7% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Mars 2026 | 22 210 ETP | -3,1% | ▼ |



INTÉRIMAIRES CONSTRUCTION

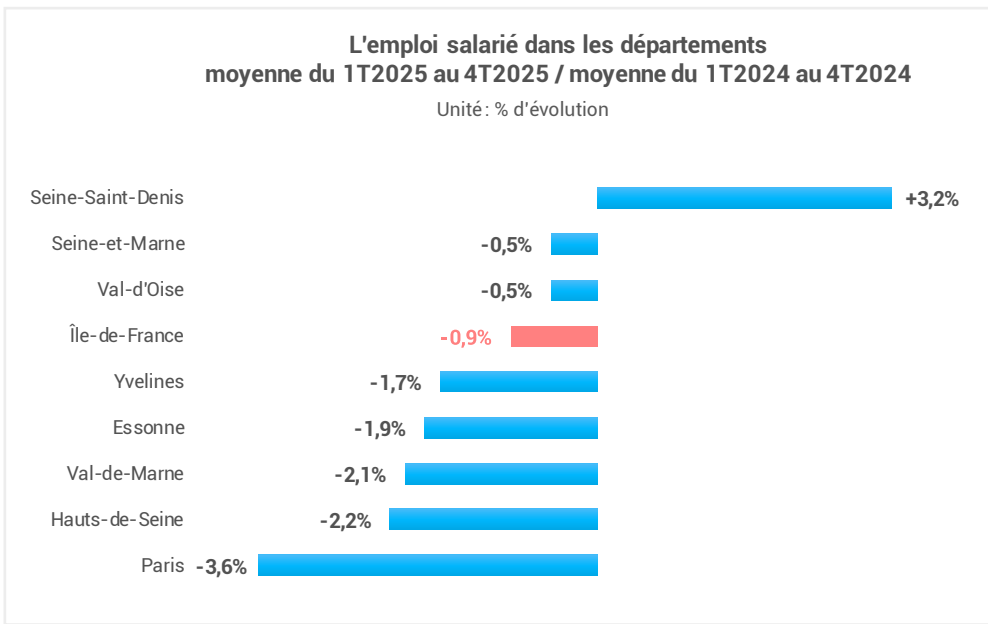
MOYENNE 3 MOIS À FIN MARS 2026

20 115 ETP

-6,7% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :

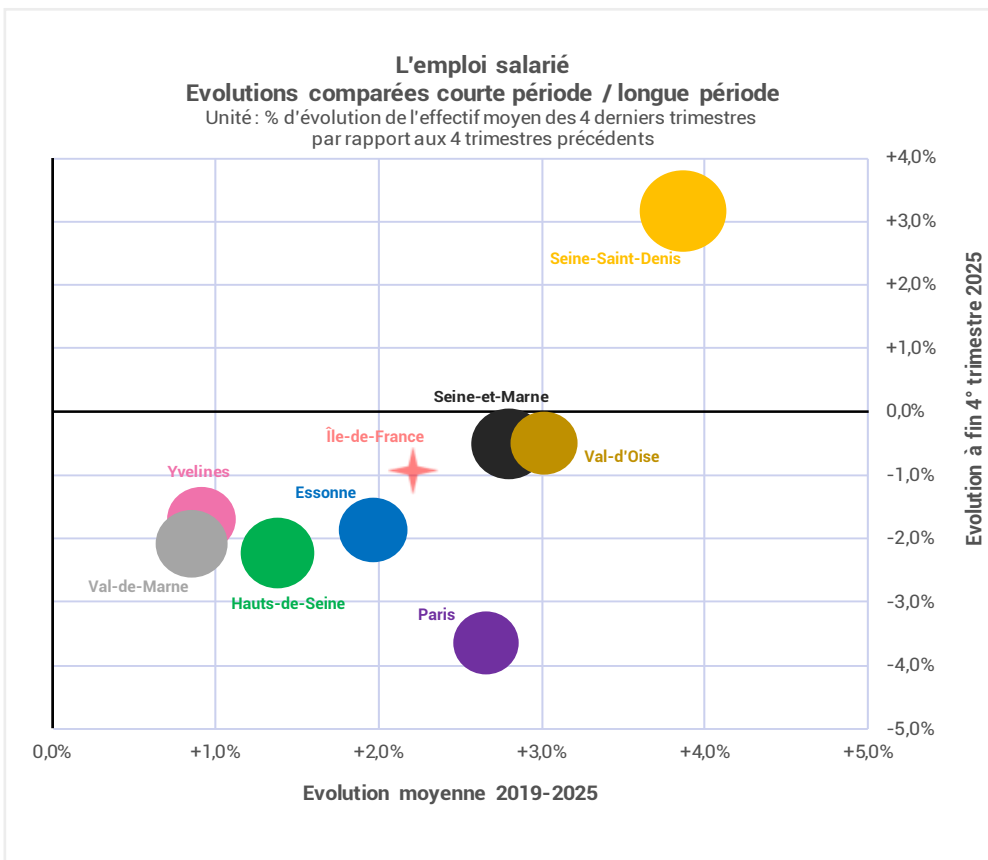
DARES (données brutes – ETP)



La Seine-Saint-Denis évolue toujours à l'inverse de la tendance régionale

Au 4ème trimestre 2025, l'emploi salarié dans le secteur Construction sur l'ensemble de la région Île-de-France est relativement stable par rapport au 4ème trimestre 2024 (-0,7%). Sur l'ensemble de l'année 2025, cette évolution est de -0,9% par rapport à 2024. Avec +3,2%, la Seine-Saint-Denis se démarque toujours des autres départements ; ceux-ci enregistrent entre -0,5% pour la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise et jusqu'à -3,6% à Paris.

Note de lecture du graphique ci-contre :
À fin décembre 2025, dans le département de l'Essonne, l'emploi salarié a diminué de 1,9% en moyenne sur l'année 2025 par rapport à 2024 tandis qu'il est en hausse de 2% en moyenne par an entre 2019 et 2025. La taille des bulles est proportionnelle aux effectifs salariés (moyenne sur l'année 2025).



Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

UNE BAISSÉ DU CHÔMAGE TOUJOURS PLUS MARQUÉE DANS LA CONSTRUCTION QUE DANS L'ENSEMBLE DES SECTEURS

À la fin du 1er trimestre 2026, 38 143 demandeurs d'emploi (catégorie A) sont enregistrés dans le secteur Construction en Île-de-France, soit 9,2% de moins qu'au 1er trimestre 2025, une baisse plus importante que la moyenne tous secteurs d'activité confondus (-1,2%). Ces chiffres sont toutefois à interpréter avec prudence en raison des changements intervenus en 2025 avec la Loi pour le Plein Emploi*.

A l'échelle régionale, les demandeurs d'emploi dans le secteur Construction représentent un peu moins de 6% des demandeurs d'emploi totaux.

DEMANDES D'EMPLOI AU 1^{er} TRIMESTRE 2026

38 143 DEFM

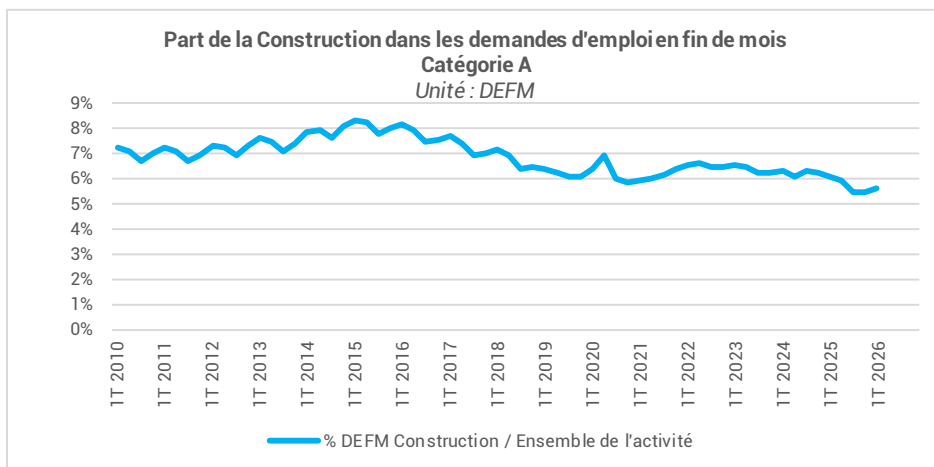
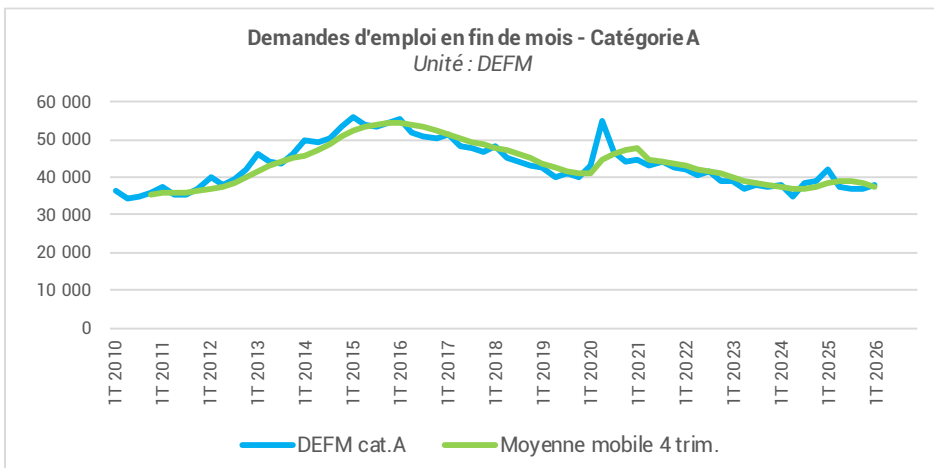
-9,2% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

| Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A) | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|---|--|---------|---|
| DEFM Construction | 38 143 DEFM | -9,2% | ▼ |
| DEFM tous secteurs économiques | 682 585 DEFM | -1,2% | ▼ |
| % Construction / Ensemble de l'activité | 5,6% | -0,5 pt | ▼ |

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

*Les évolutions sont impactées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions, intervenus en 2025.

Source : [Dares](#)



Sources :

Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

4

Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES QUI RESTENT PRINCIPALEMENT PORTÉES PAR LES MICRO-ENTREPRISES

Près de 5 700 entreprises ont été créées dans le secteur Construction en Île-de-France au cours du 1er trimestre 2026, soit 6,3% de plus qu'au 1er trimestre 2025. Hors statut de micro-entrepreneur, la hausse est bien moins importante (+1,3%).

En cumul sur 12 mois, le niveau des créations d'entreprises, tous régimes confondus, est supérieur de 7,5% à celui des 12 mois précédents. Hors micro-entrepreneurs, l'évolution n'est plus que de +0,9%.

| Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|-------|---|
| Créations au cours du trimestre | 5 691 créations | +6,3% | ▲ |
| Dont créations hors micro-entrepreneurs | 2 936 créations | +1,3% | ▲ |
| Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres | 20 582 créations | +7,5% | ▲ |
| Dont créations hors micro-entrepreneurs | 10 745 créations | +0,9% | = |

CRÉATION D'ENTREPRISES AU 1^{er} TRIMESTRE 2026

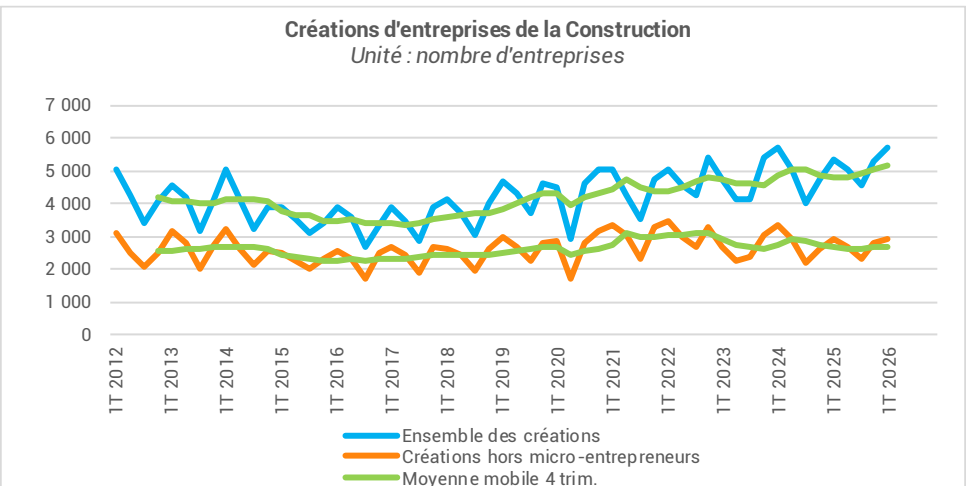
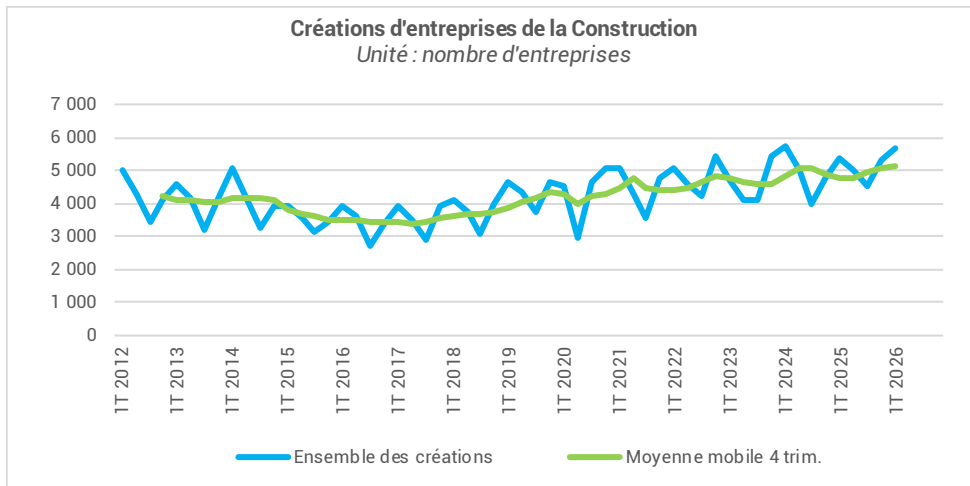
5 691 créations

+6,3% ▲

HORS MICRO-ENTREPRISES AU 1^{er} TRIMESTRE 2026

2 936 créations

+1,3% ▲



Sources :
INSEE (données brutes)

4

Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

AUGMENTATION DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES EN CE DÉBUT D'ANNÉE 2026

Au 1er trimestre 2026, le nombre de défaillances d'entreprises dans le secteur Construction en Île-de-France a augmenté de 13,4% par rapport au 1er trimestre 2025.

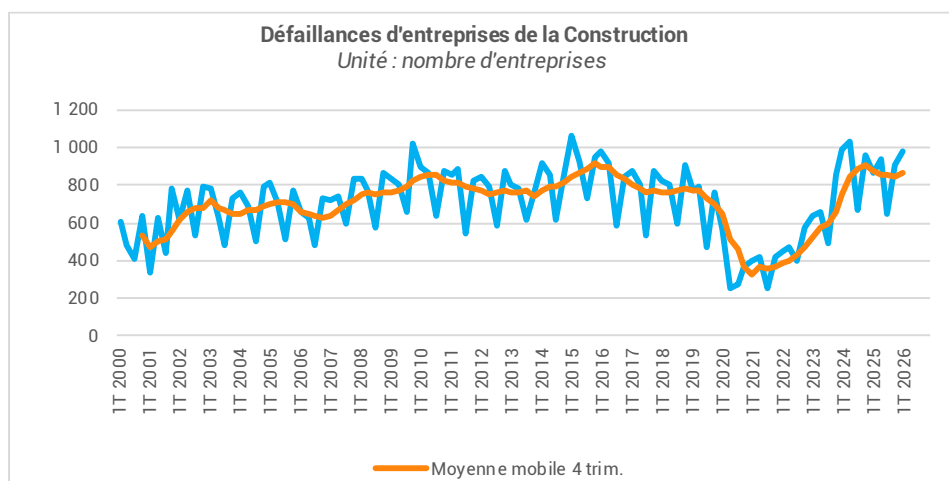
En cumul sur 12 mois, le nombre de défaillances se maintient toutefois à un niveau inférieur par rapport aux 12 mois précédents (-1,3%).

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU 1^{er} TRIMESTRE 2026

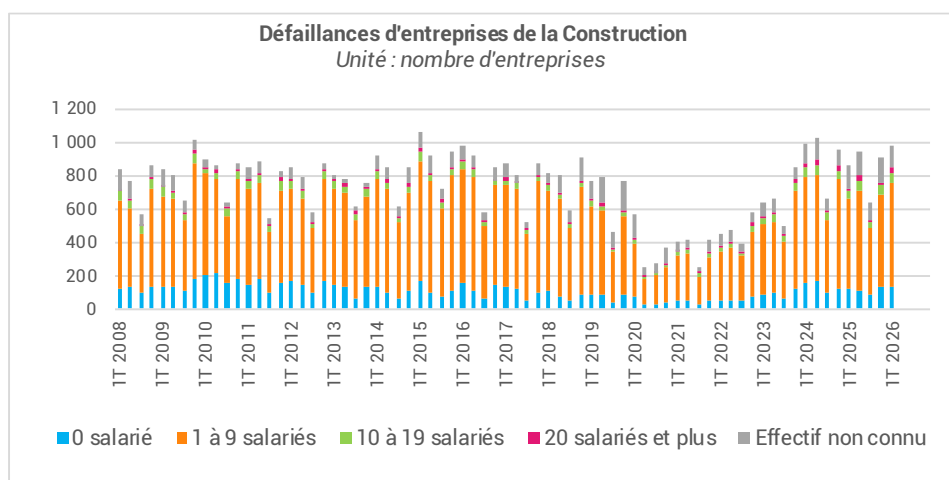
984 défaillances

+13,4% ▲

| Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Défaillances au cours du trimestre | 984 défaillances | +13,4% | ▲ |
| Défaillances cumulées des 4 derniers trim. | 3 479 défaillances | -1,3% | ▼ |



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :
Banque de France (données brutes)

L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE | DANS LES DÉPARTEMENTS

LES INDICATEURS AU SOMMAIRE :

BÂTIMENT

Bâtiment résidentiel

Construction neuve

Prêts à taux zéro

Bâtiment non résidentiel

MATÉRIAUX

BPE

APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire

Demande d'emploi

FICHES DÉPARTEMENTALES :

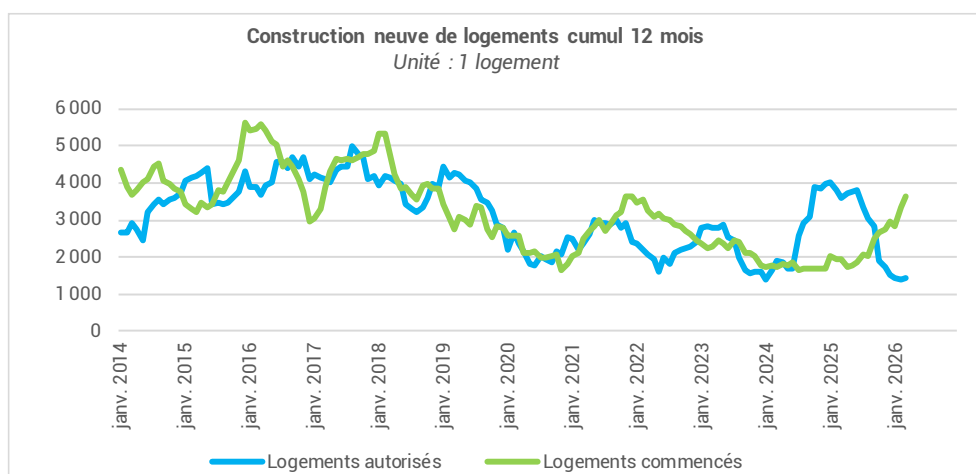
| | |
|-------------------|------|
| PARIS | p.23 |
| SEINE-ET-MARNE | p.29 |
| YVELINES | p.35 |
| ESSONNE | p.41 |
| HAUTS-DE-SEINE | p.47 |
| SEINE-SAINT-DENIS | p.53 |
| VAL-DE-MARNE | p.59 |
| VAL-D'OISE | p.65 |

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

| | Paris | Île-de-France |
|--|--|--|
| Bâtiment résidentiel - construction neuve | | |
| Logements mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +85,4% ▲ 3 600 lgts | +26,6% ▲ 50 100 lgts |
| Logements autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | -59,5% ▼ 1 500 lgts | +37,5% ▲ 70 200 lgts |
| Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro | | |
| Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an), en M€ | +25,6% ▲ 7,08 M€ | +12,5% ▲ 168,07 M€ |
| Bâtiment non résidentiel - construction neuve | | |
| Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +34,1% ▲ 299 mill. m ² | +16,1% ▲ 2 747 mill. m ² |
| Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | -10,3% ▼ 320 mill. m ² | +24,7% ▲ 4 498 mill. m ² |
| Matériaux | | |
| Production BPE Production de BPE entre janv. et mars 2026 (évol 1an), en m ³ | -8,5% ▼ 95 825 m ³ | -10,1% ▼ 1 051 860 m ³ |
| Appareil de production | | |
| Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an) | -3,9% ▼ 37 265 sal. | -0,7% = 356 599 sal. |
| Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Mars 2026 (évol 1an) | -23,5% ▼ 1 714 ETP | -6,7% ▼ 20 115 ETP |
| Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1an) | -10,8% ▼ 5 685 DEFM | -9,2% ▼ 38 143 DEFM |

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

| La construction neuve de logements (date réelle estimée) | Cumul 12 mois à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|---|--|---------------|----------|
| Total logements commencés | 3 600 lgts | +85,4% | ▲ |
| Dont individuels purs | 300 lgts | +39,1% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 200 lgts | n.s. | |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 3 200 lgts | +86,2% | ▲ |
| Total logements autorisés | 1 500 lgts | -59,5% | ▼ |
| Dont individuels purs | 100 lgts | -45,4% | ▼ |
| Dont individuels groupés | 0 lgts | -75,6% | ▼ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 1 400 lgts | -59,3% | ▼ |



Source :
SDES, Sit@del,
estimations à fin mars 2026

Avertissements :

Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Par ailleurs, à compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sidel3, qui remplace Sidel2. Ce nouveau dispositif produit les mêmes informations que le précédent, avec quelques modifications mineures sur les résultats liées à de nouvelles règles de gestion et à une intégration un peu plus précoce des informations remontées dans les permis de construire.

| Travaux liés à l'ÉCO-PTZ | De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ | 7,08 M € | +25,6% | ▲ |
| Nombre d'ÉCO-PTZ | 483 ÉCO-PTZ | +32,0% | ▲ |

| Prêts à 0% PTZ+ | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|-------------|--|
| Nombre de prêts délivrés dans le neuf | 53 | n.s. | |
| Nombre de prêts délivrés dans l'ancien | 0 | | |



Sources :
SGFGAS (données brutes)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro pour financer des travaux d'éco-rénovation, d'un montant maximal de 50 000 € dans le cadre d'une rénovation globale.

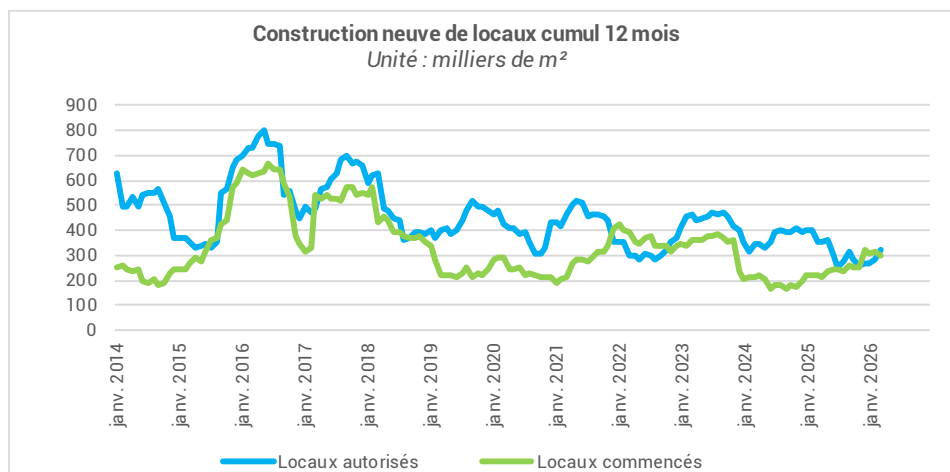
Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour financer l'achat ou la construction d'une résidence principale, pouvant couvrir jusqu'à 50% du projet selon la tranche de revenus.

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

| La construction neuve de locaux (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Cumul 12 mois | | | |
| Total locaux commencés | 299 mill. m ² | +34,1% | ▲ |
| Total locaux autorisés | 320 mill. m ² | -10,3% | ▼ |



+34,1% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

299 mill. m²

-10,3% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

320 mill. m²

| Locaux mis en chantier (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux commencés | 299 mill. m ² | +34,1% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 0 mill. m ² | -91,3% | ▼ |
| Commerces | 68 mill. m ² | +58,4% | ▲ |
| Secteur public | 125 mill. m ² | +67,3% | ▲ |
| Autres locaux | 106 mill. m ² | +3,2% | ▲ |

| Locaux autorisés (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux autorisés | 320 mill. m ² | -10,3% | ▼ |
| Bâtiments agricoles | 0 mill. m ² | -29,8% | ▼ |
| Commerces | 94 mill. m ² | +17,1% | ▲ |
| Secteur public | 153 mill. m ² | +5,3% | ▲ |
| Autres locaux | 73 mill. m ² | -44,4% | ▼ |

Avertissement :

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées. En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

MATÉRIAUX | BPE

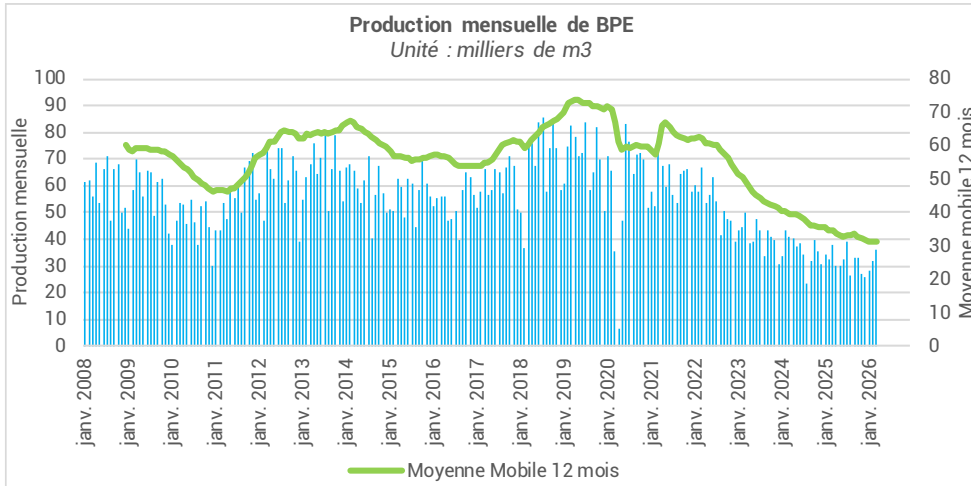
| La production de matériaux - Evol 1 an | | | |
|--|-----------|-------|---|
| Production du mois | | | |
| Production de BPE en mars 2026 | 36 024 m3 | -4,5% | ▼ |
| Production depuis le début de l'année | | | |
| Production de BPE entre janvier et mars 2026 | 95 825 m3 | -8,5% | ▼ |

-8,5% ▼

entre janv. et mars 2026

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1 AN

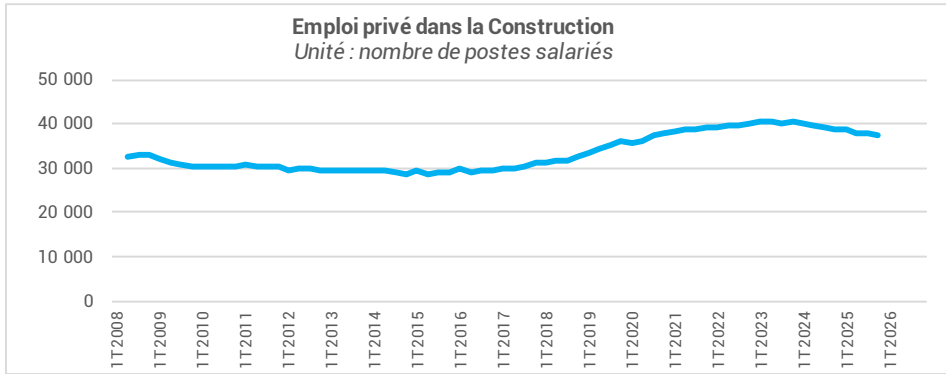
95 825 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉrimAIRE

| Emploi salarié dans la Construction (emploi privé) | 4° trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|-------------------------------|-------|---|
| Nombre de postes salariés Construction | 37 265 sal. | -3,9% | ▼ |



-3,9% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4° TRIMESTRE 2025 (évol 1 an)

37 265 sal.

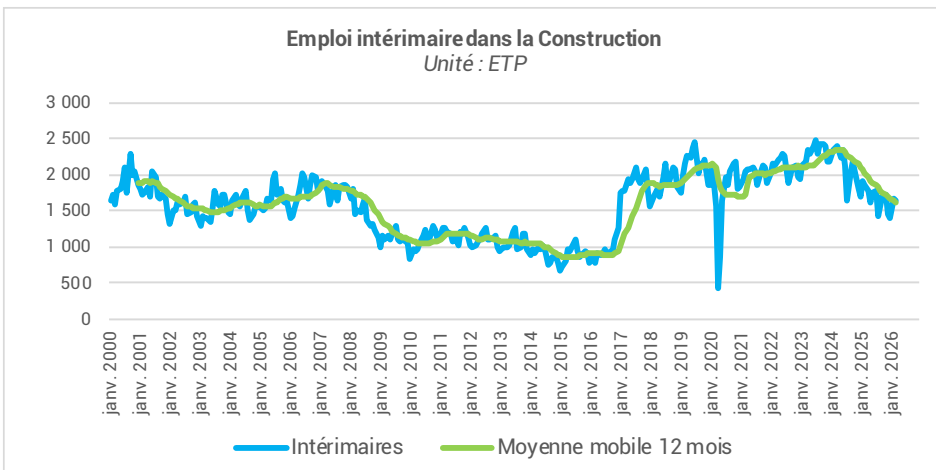
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

| Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut) | Juillet 2025 - Evol 1 an | | |
|---|--------------------------|--------|---|
| Intérimaires Construction en Juillet 2025 | 1 769 ETP | -17,4% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juillet 2025 | 1 714 ETP | -23,5% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juillet 2025 | 1 843 ETP | -20,3% | ▼ |

-23,5% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUILLET 2025

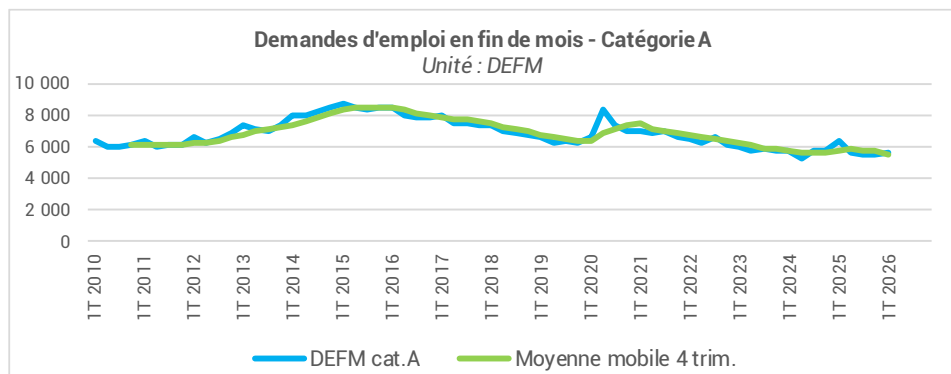
1 714 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

| Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A) | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| DEFM Construction | 5 685 DEFM | -10,8% | ▼ |
| DEFM tous secteurs économiques | 118 961 DEFM | -2,4% | ▼ |
| % Construction / Ensemble de l'activité | 5% | 0,0 pt | = |

**-10,8%**

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOIAU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)**5 685 DEFM**

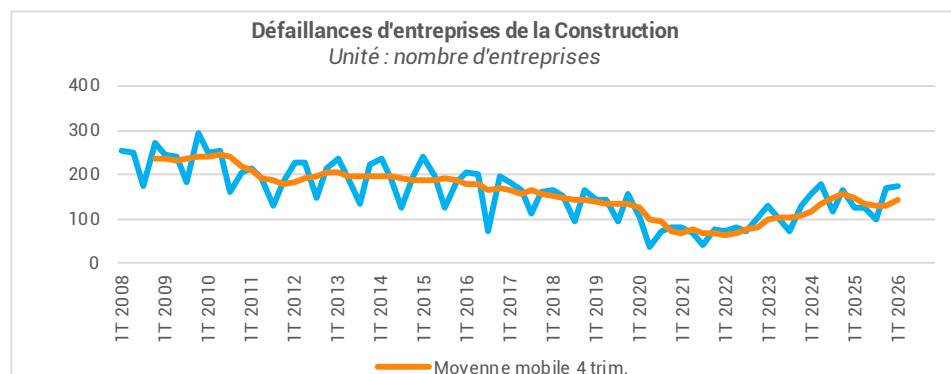
Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Les évolutions sont impactées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions, intervenus en 2025.

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

| Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Défaillances au cours du trimestre | 173 défaillances | +39,5% | ▲ |
| Défaillances cumulées des 4 derniers trim. | 570 défaillances | -2,9% | ▼ |

**+39,5%**

EN 1 AN

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)**173 défaillances**

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sources :

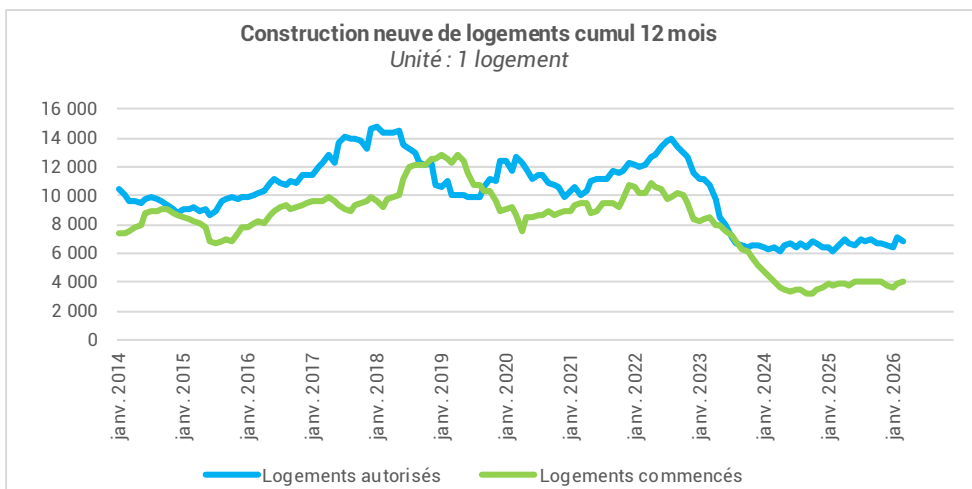
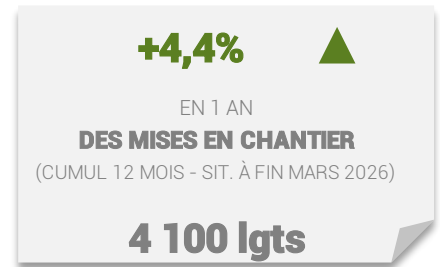
Banque de France (données brutes)

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

| | Seine-et-Marne | Île-de-France |
|--|-----------------------------------|-------------------------------------|
| Bâtiment résidentiel - construction neuve | | |
| Logements mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +4,4% ▲ 4 100 lgts | +26,6% ▲ 50 100 lgts |
| Logements autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +2,9% ▲ 6 800 lgts | +37,5% ▲ 70 200 lgts |
| Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro | | |
| Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an), en M€ | +12,6% ▲ 37,72 M€ | +12,5% ▲ 168,07 M€ |
| Bâtiment non résidentiel - construction neuve | | |
| Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +12,6% ▲ 316 mill. m ² | +16,1% ▲ 2 747 mill. m ² |
| Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +10,4% ▲ 719 mill. m ² | +24,7% ▲ 4 498 mill. m ² |
| Matériaux | | |
| Production BPE Production de BPE entre janv. et mars 2026 (évol 1an), en m ³ | -12,7% ▼ 192 308 m ³ | -10,1% ▼ 1 051 860 m ³ |
| Appareil de production | | |
| Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an) | -0,4% = 47 410 sal. | -0,7% = 356 599 sal. |
| Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Mars 2026 (évol 1an) | -7,1% ▼ 3 446 ETP | -6,7% ▼ 20 115 ETP |
| Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1an) | -6,8% ▼ 4 262 DEFM | -9,2% ▼ 38 143 DEFM |

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

| La construction neuve de logements (date réelle et estimée) | Cumul 12 mois à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|--------------|----------|
| Total logements commencés | 4 100 lgts | +4,4% | ▲ |
| Dont individuels purs | 700 lgts | +2,7% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 300 lgts | +0,3% | = |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 3 100 lgts | +5,2% | ▲ |
| Total logements autorisés | 6 800 lgts | +2,9% | ▲ |
| Dont individuels purs | 1 000 lgts | +14,3% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 400 lgts | -28,1% | ▼ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 5 400 lgts | +4,4% | ▲ |



Avertissements :

Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Par ailleurs, à compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sidel3, qui remplace Sidel2. Ce nouveau dispositif produit les mêmes informations que le précédent, avec quelques modifications mineures sur les résultats liées à de nouvelles règles de gestion et à une intégration un peu plus précoce des informations remontées dans les permis de construire.

| Travaux liés à l'ÉCO-PTZ | De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ | 37,72 M€ | +12,6% | ▲ |
| Nombre d'ÉCO-PTZ | 1 776 ÉCO-PTZ | +13,3% | ▲ |

| Prêts à 0% PTZ+ | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Nombre de prêts délivrés dans le neuf | 551 | +40,9% | ▲ |
| Nombre de prêts délivrés dans l'ancien | 55 | | |



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro pour financer des travaux d'éco-rénovation, d'un montant maximal de 50 000 € dans le cadre d'une rénovation globale.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

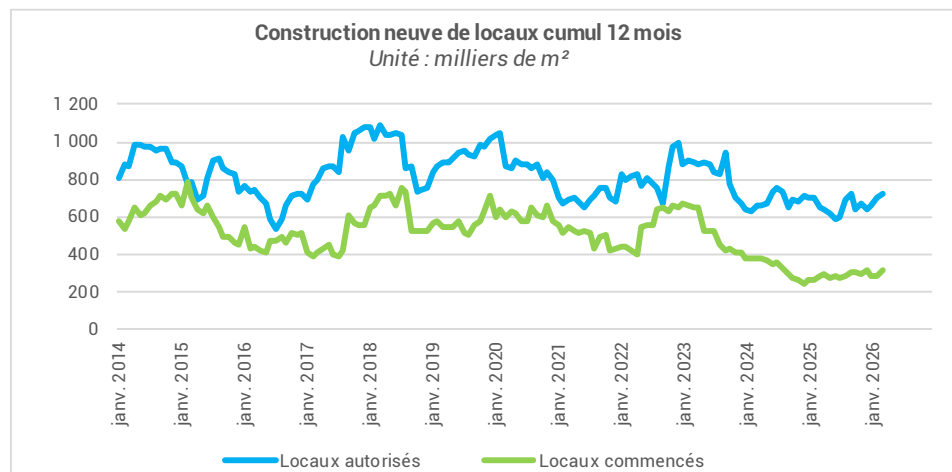
Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour financer l'achat ou la construction d'une résidence principale, pouvant couvrir jusqu'à 50% du projet selon la tranche de revenus.

Sources : SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

| La construction neuve de locaux (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Cumul 12 mois | | | |
| Total locaux commencés | 316 mill. m ² | +12,6% | ▲ |
| Total locaux autorisés | 719 mill. m ² | +10,4% | ▲ |

**+12,6%**

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

316 mill. m²**+10,4%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

719 mill. m²

| Locaux mis en chantier (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux commencés | 316 mill. m ² | +12,6% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 25 mill. m ² | n.s. | |
| Commerces | 54 mill. m ² | -11,4% | ▼ |
| Secteur public | 108 mill. m ² | +26,3% | ▲ |
| Autres locaux | 128 mill. m ² | +3,4% | ▲ |

| Locaux autorisés (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux autorisés | 719 mill. m ² | +10,4% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 67 mill. m ² | -13,4% | ▼ |
| Commerces | 239 mill. m ² | +54,8% | ▲ |
| Secteur public | 154 mill. m ² | +34,2% | ▲ |
| Autres locaux | 259 mill. m ² | -15,0% | ▼ |

Avertissement :

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées. En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

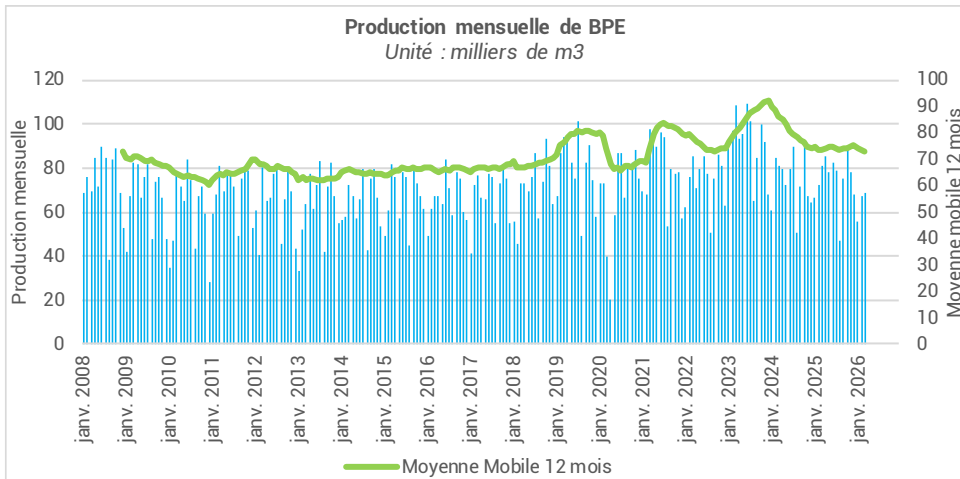
| La production de matériaux - Evol 1 an | | | |
|--|------------|--------|---|
| Production du mois | | | |
| Production de BPE en mars 2026 | 69 016 m3 | -15,0% | ▼ |
| Production depuis le début de l'année | | | |
| Production de BPE entre janvier et mars 2026 | 192 308 m3 | -12,7% | ▼ |

-12,7% ▼

entre janv. et mars 2026

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1 AN

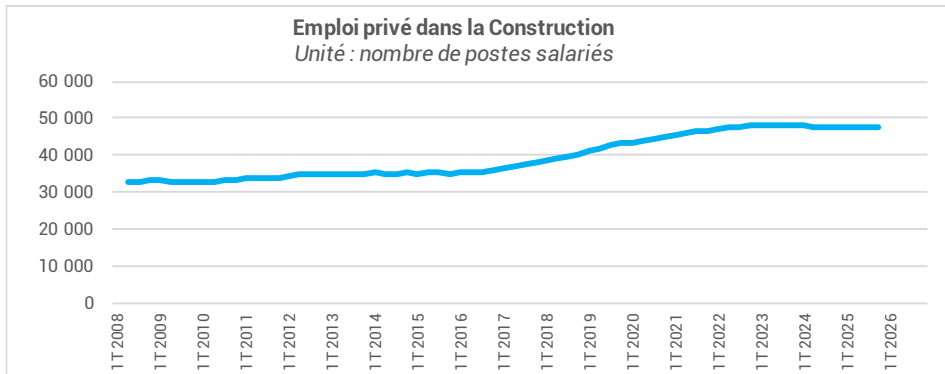
192 308 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

| Emploi salarié dans la Construction (emploi privé) | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|-------|---|
| Nombre de postes salariés Construction | 47 410 sal. | -0,4% | = |



-0,4% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

47 410 sal.

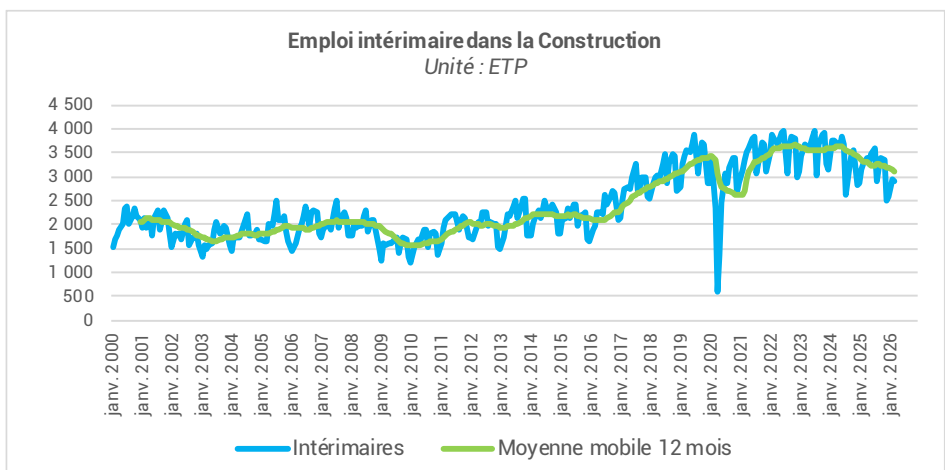
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

| Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut) | Juillet 2025 - Evol 1 an | | |
|---|--------------------------|--------|---|
| Intérimaires Construction en Juillet 2025 | 3 596 ETP | -1,9% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juillet 2025 | 3 446 ETP | -7,1% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juillet 2025 | 3 230 ETP | -10,4% | ▼ |

-7,1% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUILLET 2025

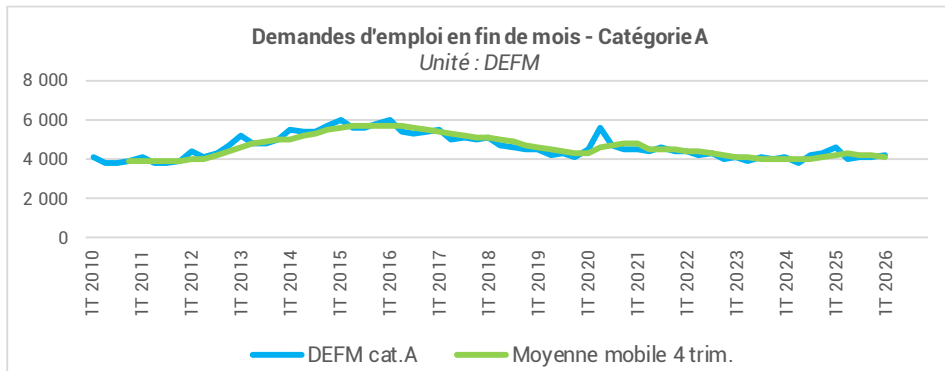
3 446 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

| Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A) | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------------|----------|
| DEFM Construction | 4 262 DEFM | -6,8% | ▼ |
| DEFM tous secteurs économiques | 73 141 DEFM | -2,4% | ▼ |
| % Construction / Ensemble de l'activité | 6% | 0,0 pt | = |



-6,8% ▼

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

4 262 DEFM

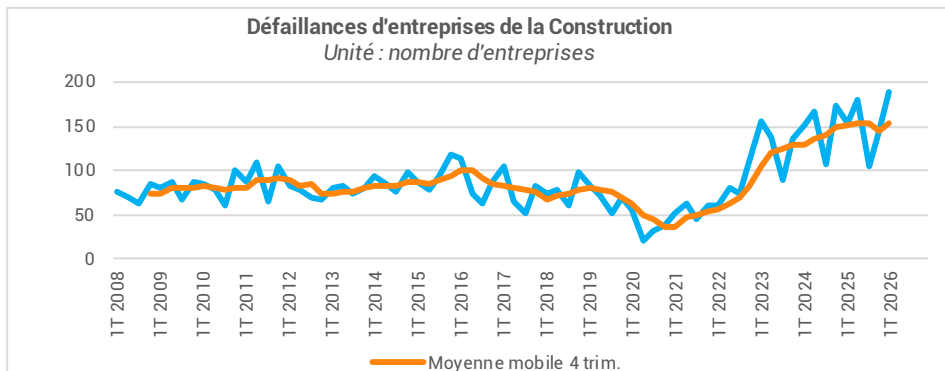
Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Les évolutions sont impactées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions, intervenus en 2025.

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

| Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|---------------|----------|
| Défaillances au cours du trimestre | 190 défaillances | +23,4% | ▲ |
| Défaillances cumulées des 4 derniers trim. | 617 défaillances | +2,7% | ▲ |



+23,4% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

190 défaillances

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sources : Banque de France (données brutes)

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

| | Yvelines | Île-de-France |
|--|--|--|
| Bâtiment résidentiel - construction neuve | | |
| Logements mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +25,2% ▲ 5 800 lgts | +26,6% ▲ 50 100 lgts |
| Logements autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +100,9% ▲ 7 800 lgts | +37,5% ▲ 70 200 lgts |
| Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro | | |
| Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an), en M€ | +18,1% ▲ 35,82 M€ | +12,5% ▲ 168,07 M€ |
| Bâtiment non résidentiel - construction neuve | | |
| Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | -13,0% ▼ 277 mill. m ² | +16,1% ▲ 2 747 mill. m ² |
| Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +92,1% ▲ 671 mill. m ² | +24,7% ▲ 4 498 mill. m ² |
| Matériaux | | |
| Production BPE Production de BPE entre janv. et mars 2026 (évol 1an), en m ³ | -34,4% ▼ 85 146 m ³ | -10,1% ▼ 1 051 860 m ³ |
| Appareil de production | | |
| Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an) | -1,9% ▼ 40 627 sal. | -0,7% = 356 599 sal. |
| Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Mars 2026 (évol 1an) | +2,8% ▲ 3 216 ETP | -6,7% ▼ 20 115 ETP |
| Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1an) | -9,6% ▼ 3 783 DEFM | -9,2% ▼ 38 143 DEFM |

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

| La construction neuve de logements (date réelle estimée) | Cumul 12 mois à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|---|--|----------------|----------|
| Total logements commencés | 5 800 lgts | +25,2% | ▲ |
| Dont individuels purs | 600 lgts | +5,8% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 400 lgts | +124,2% | ▲ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 4 800 lgts | +23,6% | ▲ |
| Total logements autorisés | 7 800 lgts | +100,9% | ▲ |
| Dont individuels purs | 700 lgts | +6,0% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 400 lgts | +17,1% | ▲ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 6 600 lgts | +133,5% | ▲ |

+25,2%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

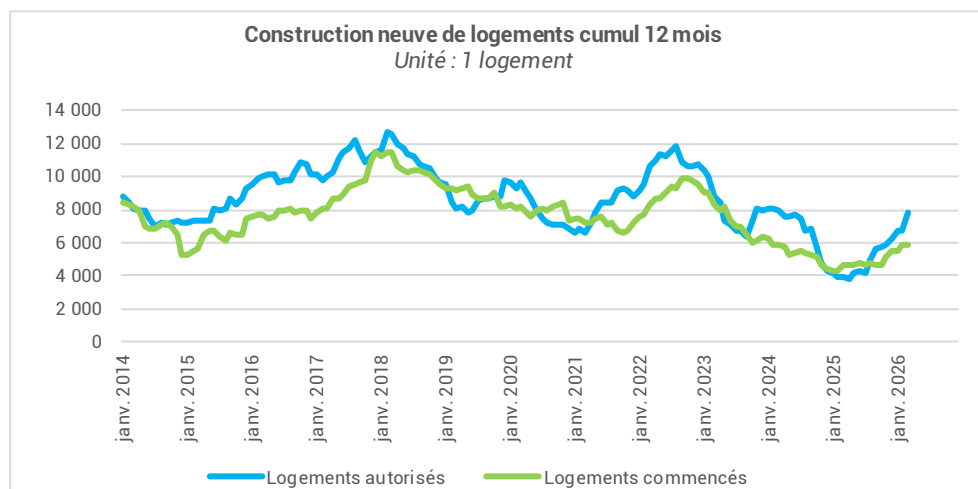
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

5 800 lgts**+100,9%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

7 800 lgts

Source :
SDES, Sit@del,
estimations à fin mars 2026

Avertissements :

Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Par ailleurs, à compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sidel3, qui remplace Sidel2. Ce nouveau dispositif produit les mêmes informations que le précédent, avec quelques modifications mineures sur les résultats liées à de nouvelles règles de gestion et à une intégration un peu plus précoce des informations remontées dans les permis de construire.

| Travaux liés à l'ÉCO-PTZ | De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ | 35,82 M € | +18,1% | ▲ |
| Nombre d'ÉCO-PTZ | 1 511 ÉCO-PTZ | +22,8% | ▲ |

+18,1%DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2025**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

35,82 M €

| Prêts à 0% PTZ+ | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Nombre de prêts délivrés dans le neuf | 461 | +10,3% | ▲ |
| Nombre de prêts délivrés dans l'ancien | 28 | | |

+10,3%EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2025**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****461 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro pour financer des travaux d'éco-rénovation, d'un montant maximal de 50 000 € dans le cadre d'une rénovation globale.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour financer l'achat ou la construction d'une résidence principale, pouvant couvrir jusqu'à 50% du projet selon la tranche de revenus.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

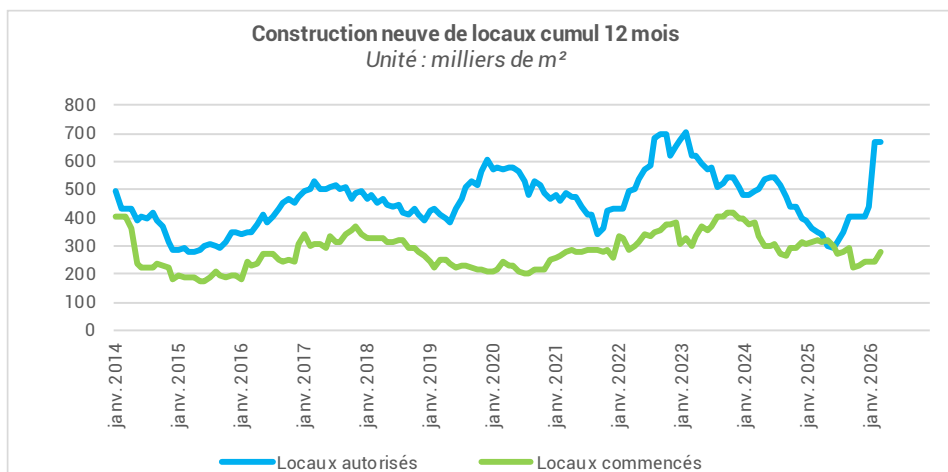
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

| La construction neuve de locaux (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Cumul 12 mois | | | |
| Total locaux commencés | 277 mill. m ² | -13,0% | ▼ |
| Total locaux autorisés | 671 mill. m ² | +92,1% | ▲ |

-13,0% ▼

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

277 mill. m²



+92,1% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

671 mill. m²

| Locaux mis en chantier (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux commencés | 277 mill. m ² | -13,0% | ▼ |
| Bâtiments agricoles | 29 mill. m ² | n.s. | |
| Commerces | 36 mill. m ² | -41,9% | ▼ |
| Secteur public | 85 mill. m ² | -7,2% | ▼ |
| Autres locaux | 128 mill. m ² | -21,6% | ▼ |

| Locaux autorisés (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|---------|---|
| Total locaux autorisés | 671 mill. m ² | +92,1% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 53 mill. m ² | +103,8% | ▲ |
| Commerces | 82 mill. m ² | -7,2% | ▼ |
| Secteur public | 129 mill. m ² | +19,6% | ▲ |
| Autres locaux | 407 mill. m ² | n.s. | |

Avertissement :

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées. En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

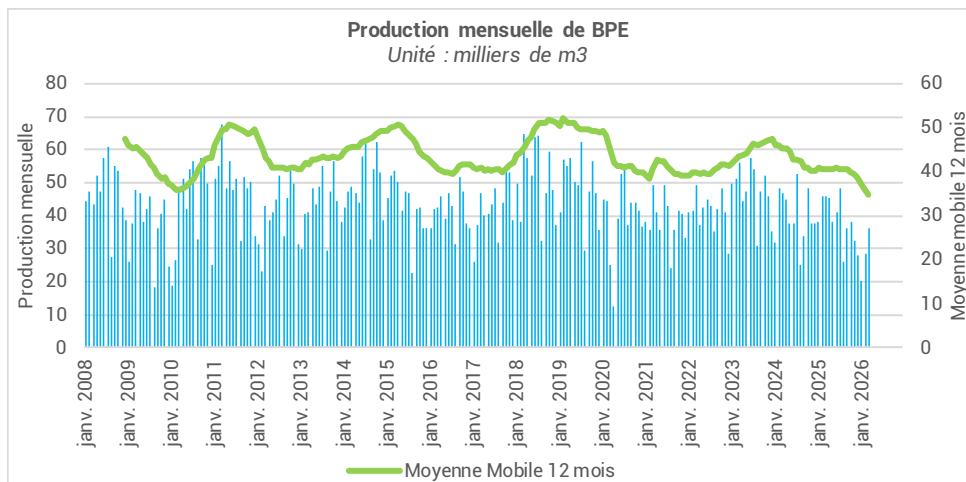
| | | | |
|--|-----------|--------|---|
| Production de BPE en mars 2026 | 36 070 m3 | -21,7% | ▼ |
| Production depuis le début de l'année | | | |
| Production de BPE entre janvier et mars 2026 | 85 146 m3 | -34,4% | ▼ |

-34,4%

entre janv. et mars 2026

PRODUCTION DE BPE

EVOL 1 AN

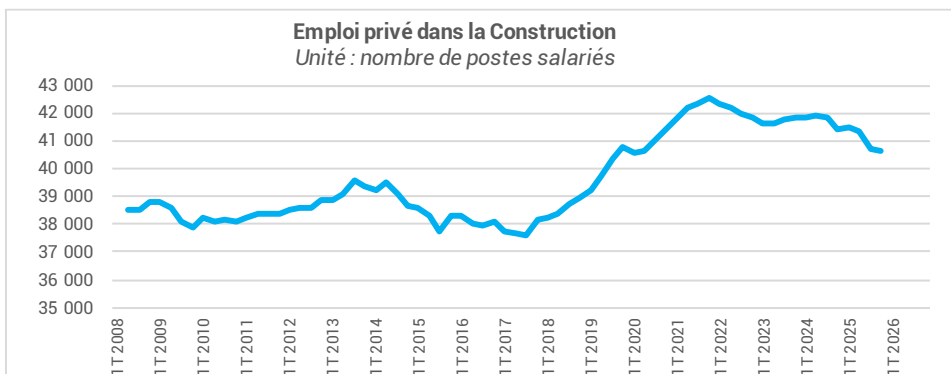
85 146 m3

Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉrimAIRE

| Emploi salarié dans la Construction (emploi privé) | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|-------|---|
| Nombre de postes salariés Construction | 40 627 sal. | -1,9% | ▼ |

**-1,9%**

EN 1 AN

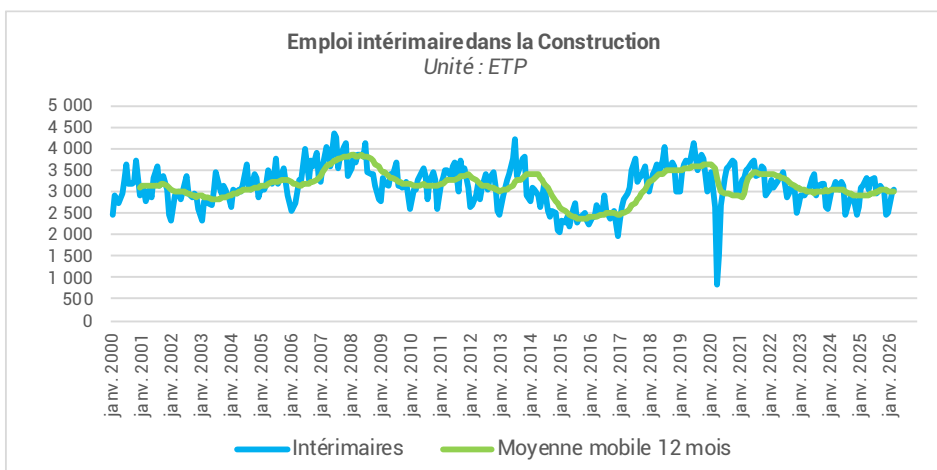
DE L'EMPLOI SALARIÉAU 4^e TRIMESTRE 2025 (évol 1 an)**40 627 sal.**

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

| Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut) | Juillet 2025 - Evol 1 an | | |
|---|--------------------------|-------|---|
| Intérimaires Construction en Juillet 2025 | 3 324 ETP | +6,2% | ▲ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juillet 2025 | 3 216 ETP | +2,8% | ▲ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juillet 2025 | 2 955 ETP | -2,5% | ▼ |

**+2,8%**

EN 1 AN

DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN JUILLET 2025

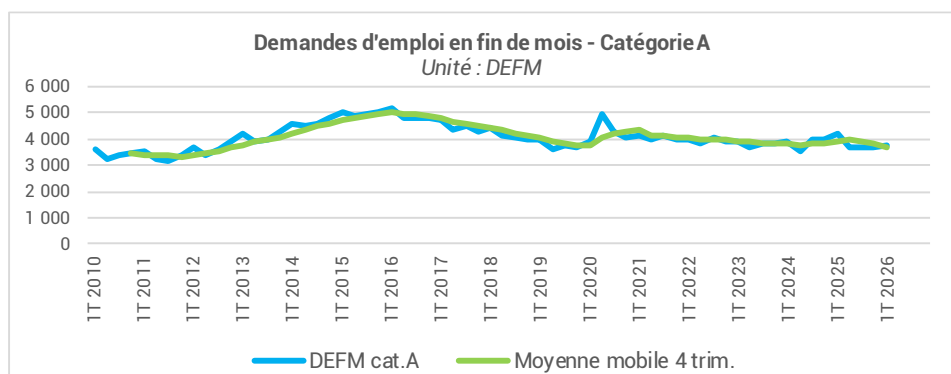
3 216 ETP

Sources :

DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

| Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A) | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| DEFM Construction | 3 783 DEFM | -9,6% | ▼ |
| DEFM tous secteurs économiques | 69 323 DEFM | -1,8% | ▼ |
| % Construction / Ensemble de l'activité | 5% | 0,0 pt | = |

**-9,6%**

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOIAU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évo 1an)**3 783 DEFM**

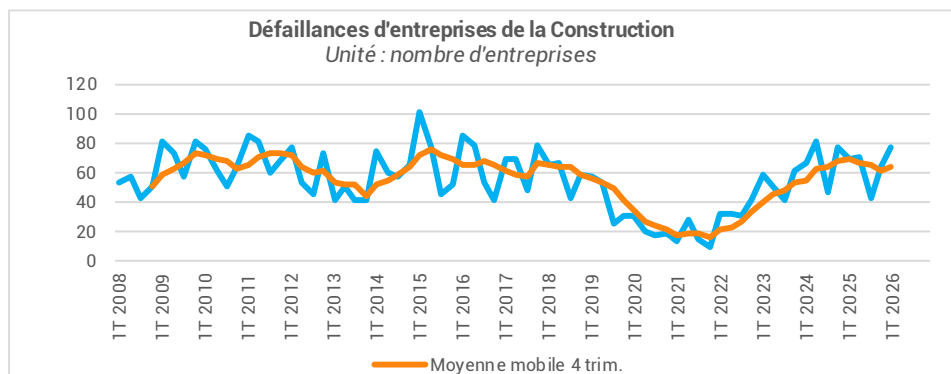
Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Les évolutions sont impactées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions, intervenus en 2025.

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

| Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Défaillances au cours du trimestre | 77 défaillances | +11,6% | ▲ |
| Défaillances cumulées des 4 derniers trim. | 255 défaillances | -7,6% | ▼ |

**+11,6%**

EN 1 AN

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évo 1an)**77 défaillances**

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sources :

Banque de France (données brutes)

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

| | Essonne | Île-de-France |
|---|-----------------------------------|-------------------------------------|
| Bâtiment résidentiel - construction neuve | | |
| Logements mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE) | +2,1% ▲ 4 800 lgts | +26,6% ▲ 50 100 lgts |
| Logements autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE) | +8,9% ▲ 7 200 lgts | +37,5% ▲ 70 200 lgts |
| Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro | | |
| Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1 an), en M€ | +4,3% ▲ 31,55 M€ | +12,5% ▲ 168,07 M€ |
| Bâtiment non résidentiel - construction neuve | | |
| Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +71,4% ▲ 421 mill. m ² | +16,1% ▲ 2 747 mill. m ² |
| Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +25,6% ▲ 559 mill. m ² | +24,7% ▲ 4 498 mill. m ² |
| Matériaux | | |
| Production BPE Production de BPE entre janv. et mars 2026 (évol 1 an), en m ³ | -12,0% ▼ 114 779 m ³ | -10,1% ▼ 1 051 860 m ³ |
| Appareil de production | | |
| Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1 an) | -1,3% ▼ 39 277 sal. | -0,7% = 356 599 sal. |
| Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Mars 2026 (évol 1 an) | -6,5% ▼ 3 904 ETP | -6,7% ▼ 20 115 ETP |
| Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1 an) | -5,7% ▼ 3 751 DEFM | -9,2% ▼ 38 143 DEFM |

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

| La construction neuve de logements (date réelle estimée) | Cumul 12 mois à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|---|--|--------------|----------|
| Total logements commencés | 4 800 lgts | +2,1% | ▲ |
| Dont individuels purs | 400 lgts | -7,1% | ▼ |
| Dont individuels groupés | 300 lgts | -43,8% | ▼ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 4 200 lgts | +8,5% | ▲ |
| Total logements autorisés | 7 200 lgts | +8,9% | ▲ |
| Dont individuels purs | 700 lgts | +19,5% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 300 lgts | -32,2% | ▼ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 6 200 lgts | +10,9% | ▲ |

+2,1% ▲

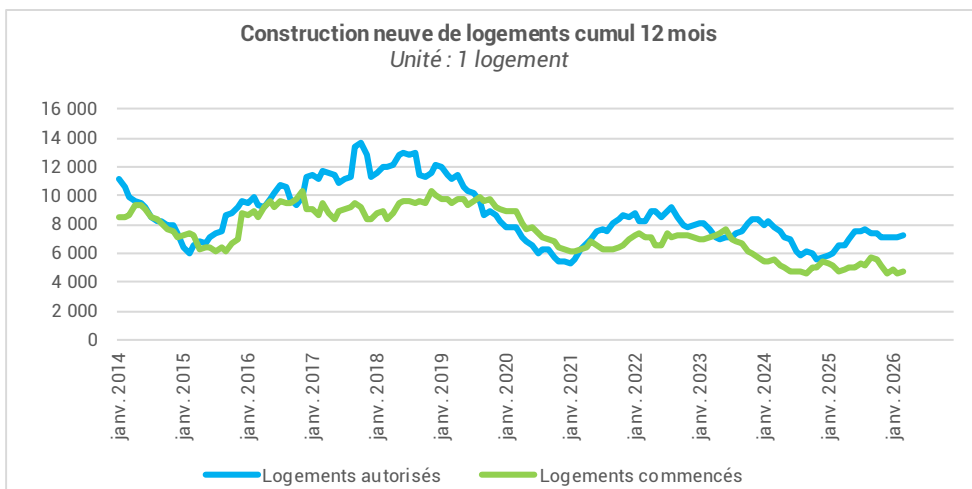
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

4 800 lgts

+8,9% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

7 200 lgts



Source :
SDES, Sit@del,
estimations à fin mars 2026

Avertissements :

Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Par ailleurs, à compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sidel3, qui remplace Sidel2. Ce nouveau dispositif produit les mêmes informations que le précédent, avec quelques modifications mineures sur les résultats liées à de nouvelles règles de gestion et à une intégration un peu plus précoce des informations remontées dans les permis de construire.

| Travaux liés à l'ÉCO-PTZ | De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an | | |
|---|---|--------------|----------|
| Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ | 31,55 M€ | +4,3% | ▲ |
| Nombre d'ÉCO-PTZ | 1 377 ÉCO-PTZ | +6,7% | ▲ |

| Prêts à 0% PTZ+ | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Nombre de prêts délivrés dans le neuf | 357 | +45,1% | ▲ |
| Nombre de prêts délivrés dans l'ancien | 33 | | |

+4,3% ▲

DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

31,55 M€

+45,1% ▲

EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2025
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

357 prêts

Sources :
SGFGAS (données brutes)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro pour financer des travaux d'éco-rénovation, d'un montant maximal de 50 000 € dans le cadre d'une rénovation globale.

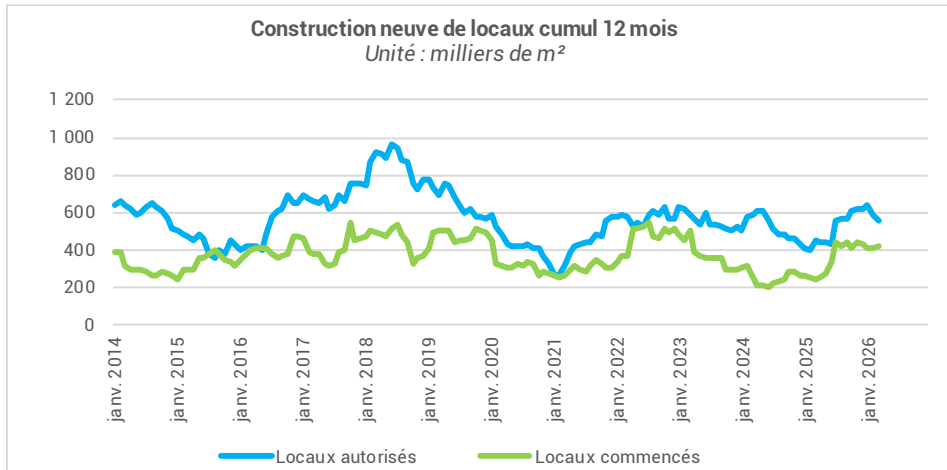
Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour financer l'achat ou la construction d'une résidence principale, pouvant couvrir jusqu'à 50% du projet selon la tranche de revenus.

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

| La construction neuve de locaux (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Cumul 12 mois | | | |
| Total locaux commencés | 421 mill. m ² | +71,4% | ▲ |
| Total locaux autorisés | 559 mill. m ² | +25,6% | ▲ |

**+71,4%** ▲

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

421 mill. m²**+25,6%** ▲

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

559 mill. m²

| Locaux mis en chantier (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux commencés | 421 mill. m ² | +71,4% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 116 mill. m ² | n.s. | |
| Commerces | 35 mill. m ² | -12,7% | ▼ |
| Secteur public | 63 mill. m ² | -47,3% | ▼ |
| Autres locaux | 208 mill. m ² | n.s. | |

| Locaux autorisés (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux autorisés | 559 mill. m ² | +25,6% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 122 mill. m ² | n.s. | |
| Commerces | 62 mill. m ² | -18,9% | ▼ |
| Secteur public | 143 mill. m ² | +6,9% | ▲ |
| Autres locaux | 231 mill. m ² | +4,3% | ▲ |

Avertissement :

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées. En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

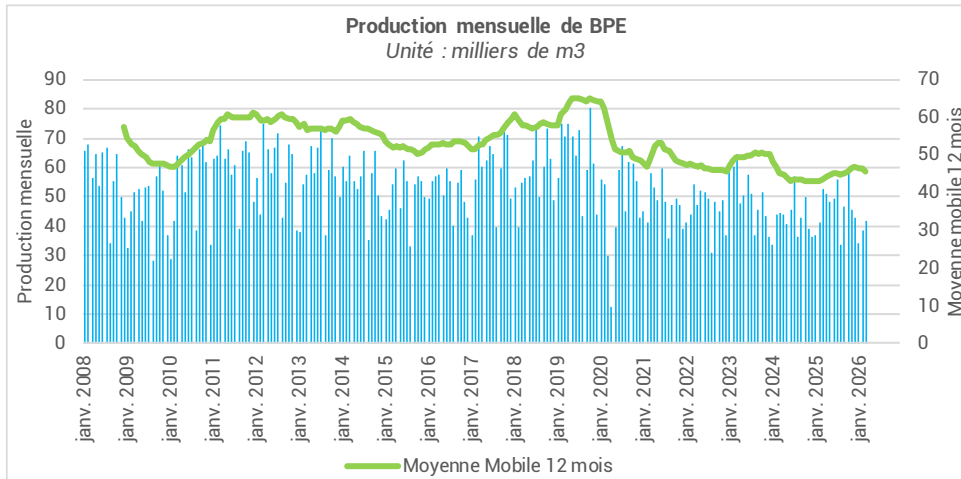
| La production de matériaux - Evol 1 an | | | |
|--|------------|--------|---|
| Production du mois | | | |
| Production de BPE en mars 2026 | 41 738 m3 | -20,4% | ▼ |
| Production depuis le début de l'année | | | |
| Production de BPE entre janvier et mars 2026 | 114 779 m3 | -12,0% | ▼ |

-12,0% ▼

entre janv. et mars 2026

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1 AN

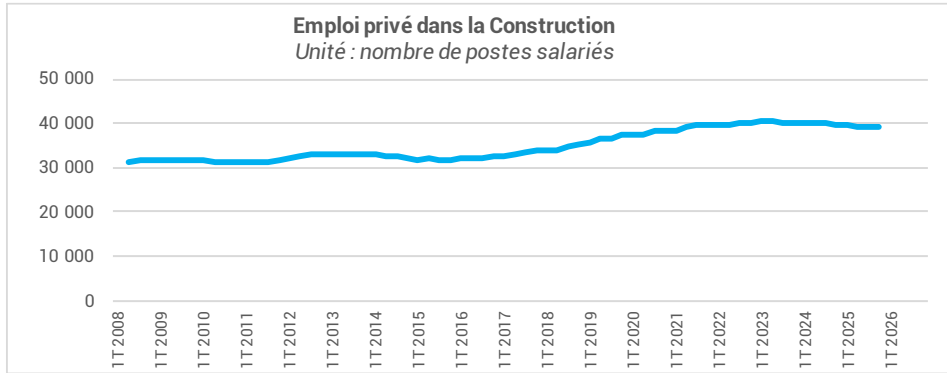
114 779 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

| Emploi salarié dans la Construction (emploi privé) | 4° trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|-------------------------------|-------|---|
| Nombre de postes salariés Construction | 39 277 sal. | -1,3% | ▼ |



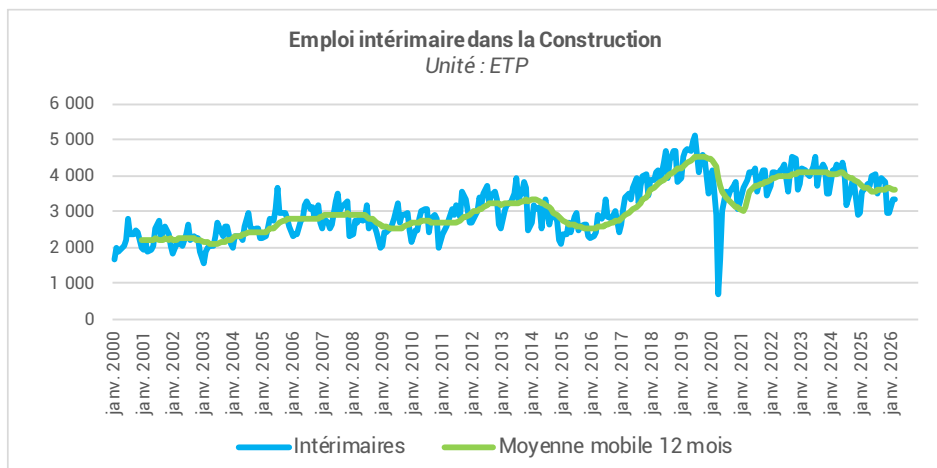
-1,3% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4° TRIMESTRE 2025 (évol 1 an)

39 277 sal.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

| Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut) | Juillet 2025 - Evol 1 an | | |
|---|--------------------------|--------|---|
| Intérimaires Construction en Juillet 2025 | 4 056 ETP | -0,7% | = |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juillet 2025 | 3 904 ETP | -6,5% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juillet 2025 | 3 567 ETP | -11,7% | ▼ |



-6,5% ▼

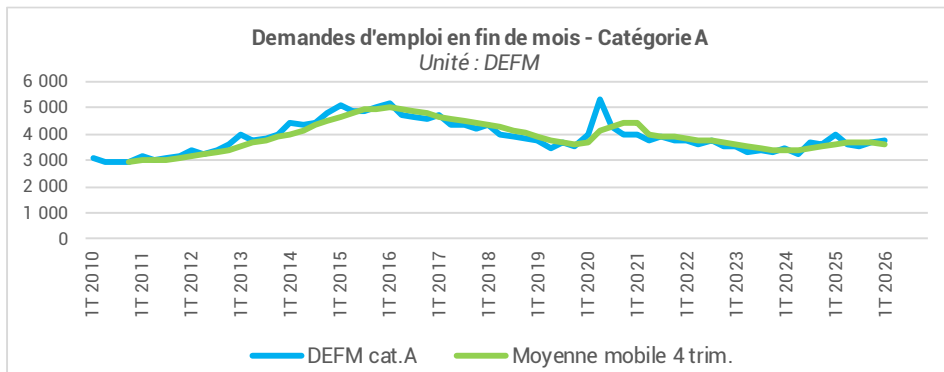
EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUILLET 2025

3 904 ETP

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

| Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A) | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| DEFM Construction | 3 751 DEFM | -5,7% | ▼ |
| DEFM tous secteurs économiques | 64 919 DEFM | +0,3% | = |
| % Construction / Ensemble de l'activité | 6% | 0,0 pt | = |



-5,7% ▼

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

3 751 DEFM

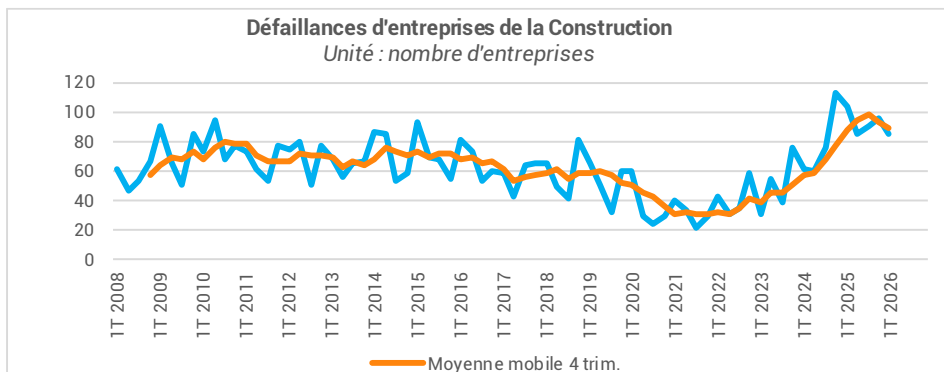
Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Les évolutions sont impactées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions, intervenus en 2025.

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

| Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Défaillances au cours du trimestre | 85 défaillances | -18,3% | ▼ |
| Défaillances cumulées des 4 derniers trim. | 357 défaillances | +1,1% | ▲ |



-18,3% ▼

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

85 défaillances

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sources : Banque de France (données brutes)

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

| | Hauts-de-Seine | Île-de-France |
|--|---|--|
| Bâtiment résidentiel - construction neuve | | |
| Logements mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +54,8% ▲ 9 600 lgts | +26,6% ▲ 50 100 lgts |
| Logements autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +27,7% ▲ 12 300 lgts | +37,5% ▲ 70 200 lgts |
| Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro | | |
| Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an), en M€ | +6,3% ▲ 12,55 M€ | +12,5% ▲ 168,07 M€ |
| Bâtiment non résidentiel - construction neuve | | |
| Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +6,5% ▲ 257 mill. m ² | +16,1% ▲ 2 747 mill. m ² |
| Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +4,7% ▲ 465 mill. m ² | +24,7% ▲ 4 498 mill. m ² |
| Matériaux | | |
| Production BPE Production de BPE entre janv. et mars 2026 (évol 1an), en m ³ | +4,6% ▲ 211 689 m ³ | -10,1% ▼ 1 051 860 m ³ |
| Appareil de production | | |
| Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an) | -1,3% ▼ 46 307 sal. | -0,7% = 356 599 sal. |
| Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Mars 2026 (évol 1an) | -3,5% ▼ 3 066 ETP | -6,7% ▼ 20 115 ETP |
| Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1an) | -6,6% ▼ 3 481 DEFM | -9,2% ▼ 38 143 DEFM |

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

| La construction neuve de logements (date réelle ou estimée) | Cumul 12 mois à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|---------------|----------|
| Total logements commencés | 9 600 lgts | +54,8% | ▲ |
| Dont individuels purs | 300 lgts | +35,0% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 600 lgts | n.s. | |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 8 700 lgts | +48,1% | ▲ |
| Total logements autorisés | 12 300 lgts | +27,7% | ▲ |
| Dont individuels purs | 200 lgts | +10,4% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 400 lgts | +71,6% | ▲ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 11 600 lgts | +26,9% | ▲ |

+54,8% ▲

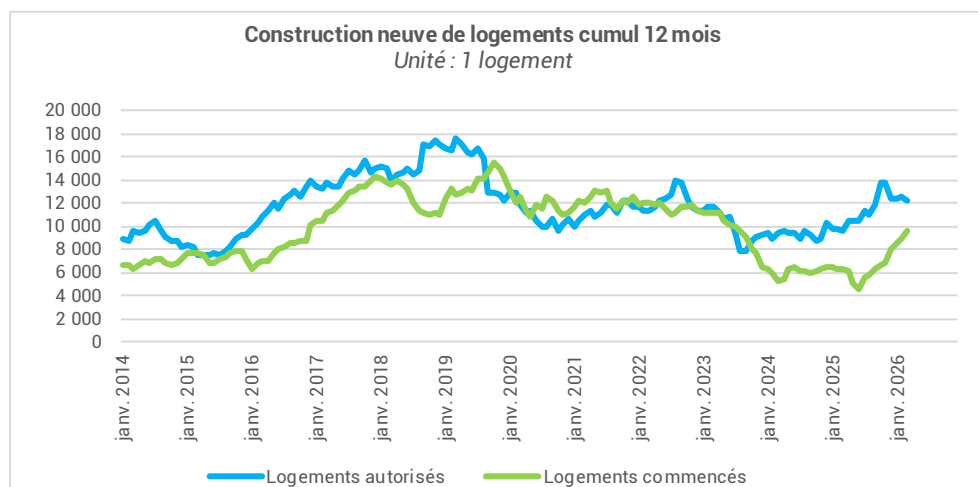
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

9 600 lgts

+27,7% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

12 300 lgts



Source :
SDES, Sit@del,
estimations à fin mars 2026

Avertissements :

Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Par ailleurs, à compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sidel3, qui remplace Sidel2. Ce nouveau dispositif produit les mêmes informations que le précédent, avec quelques modifications mineures sur les résultats liées à de nouvelles règles de gestion et à une intégration un peu plus précoce des informations remontées dans les permis de construire.

| Travaux liés à l'ÉCO-PTZ | De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an | | |
|---|---|--------------|----------|
| Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ | 12,55 M € | +6,3% | ▲ |
| Nombre d'ÉCO-PTZ | 550 ÉCO-PTZ | +9,1% | ▲ |

| Prêts à 0% PTZ+ | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|--------------|----------|
| Nombre de prêts délivrés dans le neuf | 570 | +5,2% | ▲ |
| Nombre de prêts délivrés dans l'ancien | 63 | | |

+6,3% ▲

DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

12,55 M€

+5,2% ▲

EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2025
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

570 prêts

Sources :
SGFGAS (données brutes)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro pour financer des travaux d'éco-rénovation, d'un montant maximal de 50 000 € dans le cadre d'une rénovation globale.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour financer l'achat ou la construction d'une résidence principale, pouvant couvrir jusqu'à 50% du projet selon la tranche de revenus.

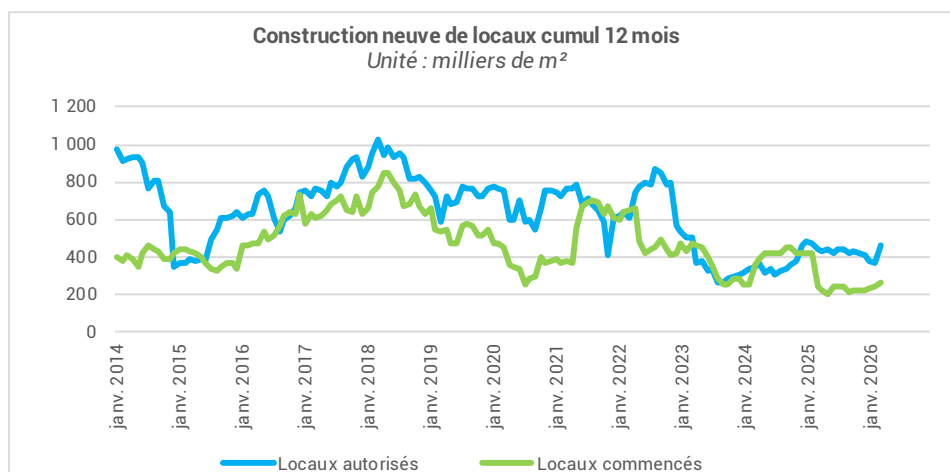
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

| La construction neuve de locaux (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|-------|---|
| Cumul 12 mois | | | |
| Total locaux commencés | 257 mill. m ² | +6,5% | ▲ |
| Total locaux autorisés | 465 mill. m ² | +4,7% | ▲ |

+6,5% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

257 mill. m²



+4,7% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

465 mill. m²

| Locaux mis en chantier (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|---------|---|
| Total locaux commencés | 257 mill. m ² | +6,5% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 0 mill. m ² | +122,4% | ▲ |
| Commerces | 88 mill. m ² | +66,5% | ▲ |
| Secteur public | 94 mill. m ² | -34,8% | ▼ |
| Autres locaux | 75 mill. m ² | +68,8% | ▲ |

| Locaux autorisés (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux autorisés | 465 mill. m ² | +4,7% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 3 mill. m ² | +27,8% | ▲ |
| Commerces | 128 mill. m ² | +70,8% | ▲ |
| Secteur public | 148 mill. m ² | -35,1% | ▼ |
| Autres locaux | 185 mill. m ² | +33,8% | ▲ |

Avertissement :

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées. En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa.

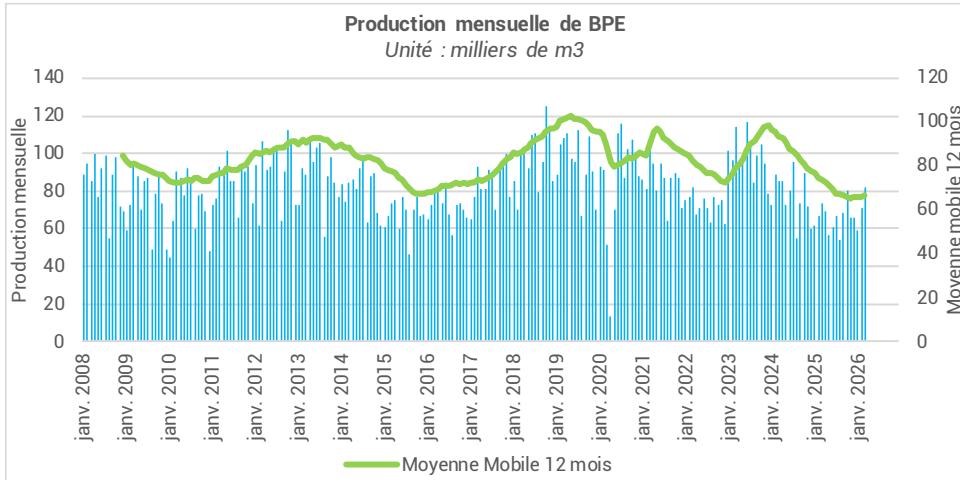
Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

| La production de matériaux - Evol 1 an | | | |
|--|------------|--------|---|
| Production du mois | | | |
| Production de BPE en mars 2026 | 81 918 m3 | +11,8% | ▲ |
| Production depuis le début de l'année | | | |
| Production de BPE entre janvier et mars 2026 | 211 689 m3 | +4,6% | ▲ |

+4,6% ▲
entre janv. et mars 2026
PRODUCTION DE BPE
EVOL 1 AN
211 689 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

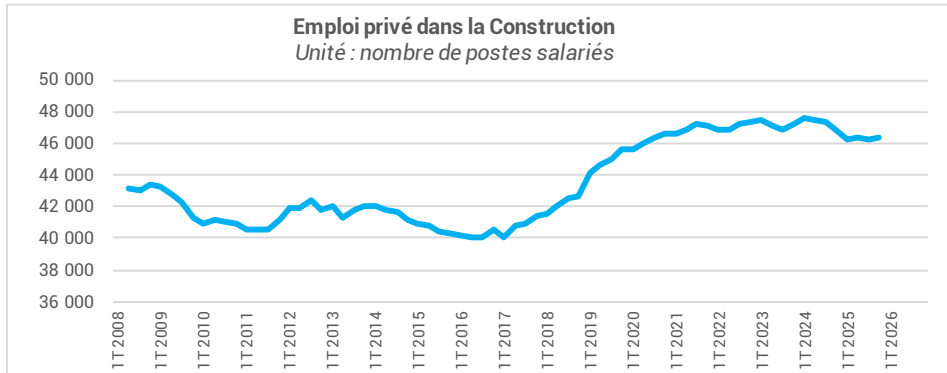
APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

| Emploi salarié dans la Construction (emploi privé) | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|-------|---|
| Nombre de postes salariés Construction | 46 307 sal. | -1,3% | ▼ |

-1,3% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

46 307 sal.



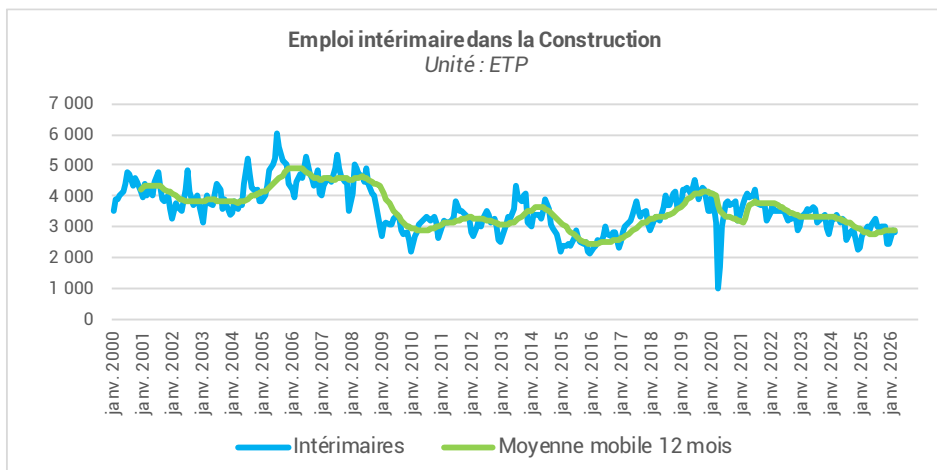
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

| Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut) | Juillet 2025 - Evol 1 an | | |
|---|--------------------------|--------|---|
| Intérimaires Construction en Juillet 2025 | 3 273 ETP | +2,9% | ▲ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juillet 2025 | 3 066 ETP | -3,5% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juillet 2025 | 2 774 ETP | -12,9% | ▼ |

-3,5% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUILLET 2025

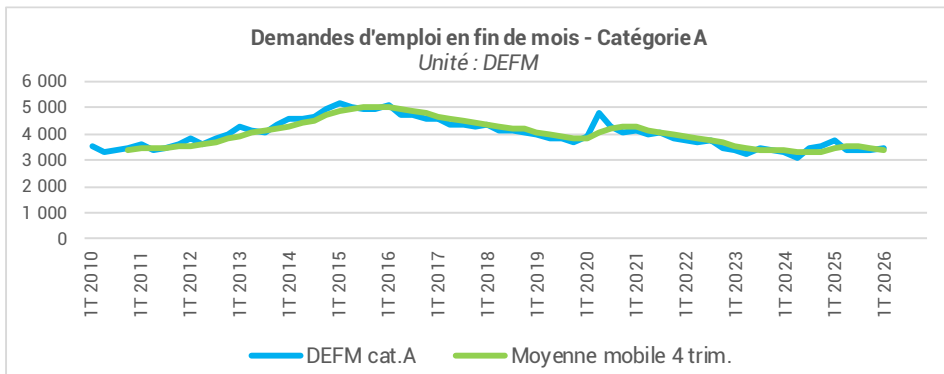
3 066 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

| Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A) | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| DEFM Construction | 3 481 DEFM | -6,6% | ▼ |
| DEFM tous secteurs économiques | 83 254 DEFM | +1,9% | ▲ |
| % Construction / Ensemble de l'activité | 4% | 0,0 pt | = |



-6,6%



EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

3 481 DEFM

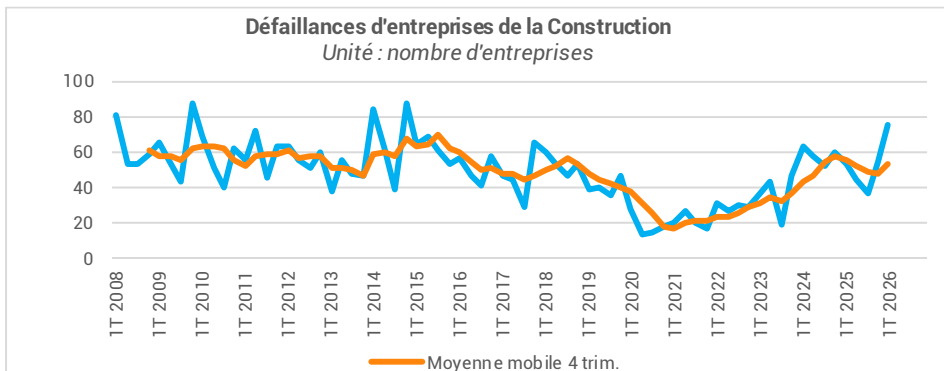
Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Les évolutions sont impactées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions, intervenus en 2025.

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

| Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Défaillances au cours du trimestre | 76 défaillances | +43,4% | ▲ |
| Défaillances cumulées des 4 derniers trim. | 213 défaillances | -4,5% | ▼ |



+43,4%



EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

76 défaillances

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sources :
Banque de France (données brutes)

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

| | Seine-Saint-Denis | Île-de-France |
|--|--|--|
| Bâtiment résidentiel - construction neuve | | |
| Logements mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +36,8% ▲ 9 100 lgts | +26,6% ▲ 50 100 lgts |
| Logements autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +82,6% ▲ 12 500 lgts | +37,5% ▲ 70 200 lgts |
| Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro | | |
| Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an), en M€ | +8,6% ▲ 11,38 M€ | +12,5% ▲ 168,07 M€ |
| Bâtiment non résidentiel - construction neuve | | |
| Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +16,3% ▲ 619 mill. m ² | +16,1% ▲ 2 747 mill. m ² |
| Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +22,2% ▲ 748 mill. m ² | +24,7% ▲ 4 498 mill. m ² |
| Matériaux | | |
| Production BPE Production de BPE entre janv. et mars 2026 (évol 1an), en m ³ | -10,6% ▼ 141 664 m ³ | -10,1% ▼ 1 051 860 m ³ |
| Appareil de production | | |
| Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an) | +3,5% ▲ 63 776 sal. | -0,7% = 356 599 sal. |
| Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Mars 2026 (évol 1an) | +1,7% ▲ 2 759 ETP | -6,7% ▼ 20 115 ETP |
| Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1an) | -13,3% ▼ 8 312 DEFM | -9,2% ▼ 38 143 DEFM |

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

| La construction neuve de logements (date réelle ou estimée) | Cumul 12 mois à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|---------------|----------|
| Total logements <u>commencés</u> | 9 100 lgts | +36,8% | ▲ |
| Dont individuels purs | 200 lgts | -11,3% | ▼ |
| Dont individuels groupés | 200 lgts | -20,9% | ▼ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 8 700 lgts | +41,0% | ▲ |
| Total logements <u>autorisés</u> | 12 500 lgts | +82,6% | ▲ |
| Dont individuels purs | 300 lgts | -4,9% | ▼ |
| Dont individuels groupés | 300 lgts | +4,1% | ▲ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 11 900 lgts | +90,2% | ▲ |

+36,8% ▲

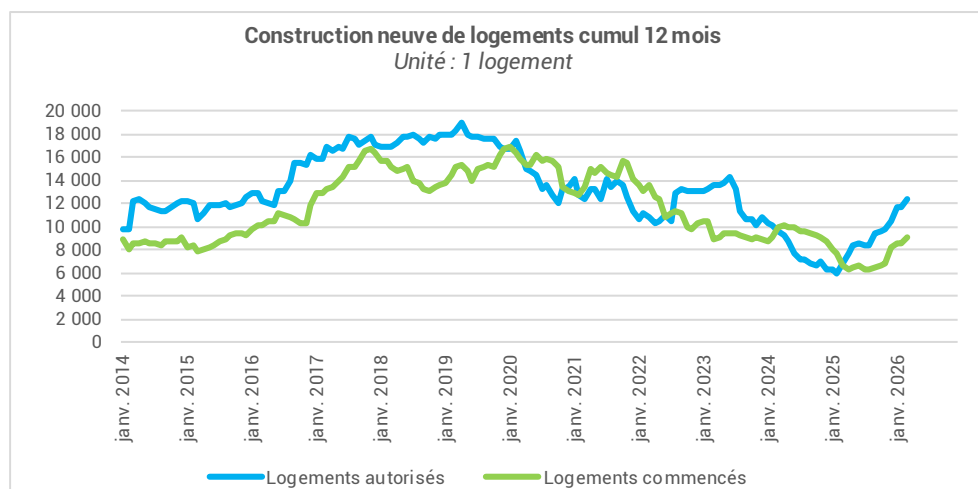
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

9 100 lgts

+82,6% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

12 500 lgts



Source :
SDES, Sit@del,
estimations à fin mars 2026

Avertissements :

Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Par ailleurs, à compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sidel3, qui remplace Sidel2. Ce nouveau dispositif produit les mêmes informations que le précédent, avec quelques modifications mineures sur les résultats liées à de nouvelles règles de gestion et à une intégration un peu plus précoce des informations remontées dans les permis de construire.

| Travaux liés à l'ÉCO-PTZ | De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ | 11,38 M € | +8,6% | ▲ |
| Nombre d'ÉCO-PTZ | 504 ÉCO-PTZ | +14,5% | ▲ |

+8,6% ▲

DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

11,38 M €

| Prêts à 0% PTZ+ | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Nombre de prêts délivrés dans le neuf | 871 | +24,6% | ▲ |
| Nombre de prêts délivrés dans l'ancien | 9 | | |

+24,6% ▲

EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2025
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

871 prêts

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro pour financer des travaux d'éco-rénovation, d'un montant maximal de 50 000 € dans le cadre d'une rénovation globale.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour financer l'achat ou la construction d'une résidence principale, pouvant couvrir jusqu'à 50% du projet selon la tranche de revenus.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

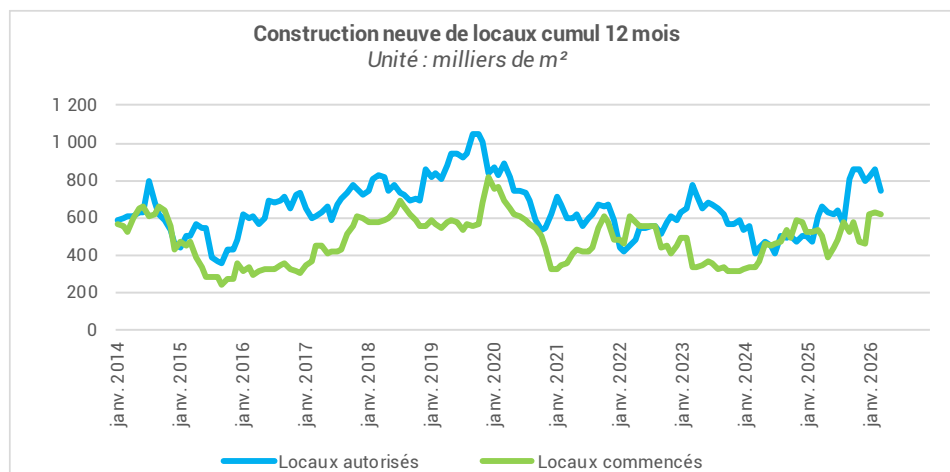
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

| La construction neuve de locaux (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Cumul 12 mois | | | |
| Total locaux commencés | 619 mill. m ² | +16,3% | ▲ |
| Total locaux autorisés | 748 mill. m ² | +22,2% | ▲ |

+16,3% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

619 mill. m²



+22,2% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

748 mill. m²

| Locaux mis en chantier (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|---------|---|
| Total locaux commencés | 619 mill. m ² | +16,3% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 1 mill. m ² | +29,2% | ▲ |
| Commerces | 48 mill. m ² | -20,8% | ▼ |
| Secteur public | 298 mill. m ² | +139,8% | ▲ |
| Autres locaux | 271 mill. m ² | -21,5% | ▼ |

| Locaux autorisés (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux autorisés | 748 mill. m ² | +22,2% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 1 mill. m ² | -66,5% | ▼ |
| Commerces | 154 mill. m ² | +72,5% | ▲ |
| Secteur public | 388 mill. m ² | n.s. | |
| Autres locaux | 205 mill. m ² | -44,4% | ▼ |

Avertissement :

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées. En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

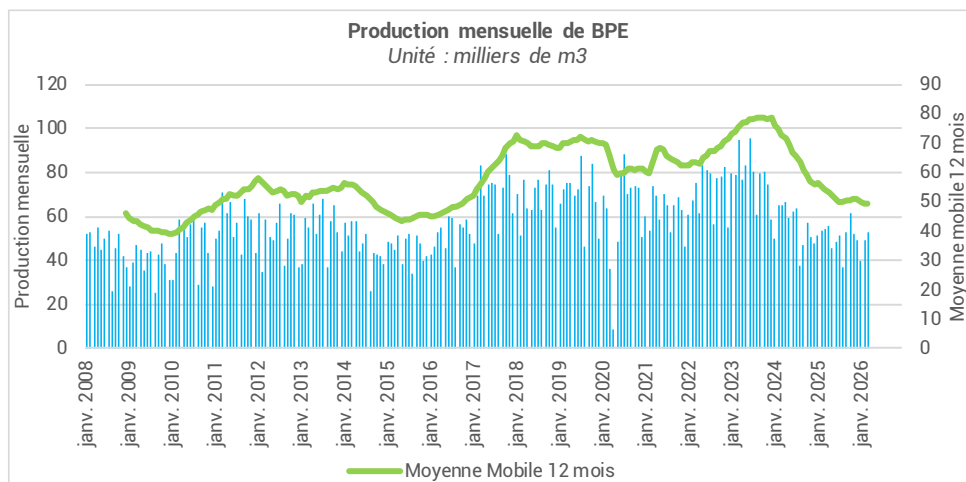
| La production de matériaux - Evol 1 an | | | |
|--|------------|--------|---|
| Production du mois | | | |
| Production de BPE en mars 2026 | 52 923 m3 | -2,0% | ▼ |
| Production depuis le début de l'année | | | |
| Production de BPE entre janvier et mars 2026 | 141 664 m3 | -10,6% | ▼ |

-10,6% ▼

entre janv. et mars 2026

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1 AN

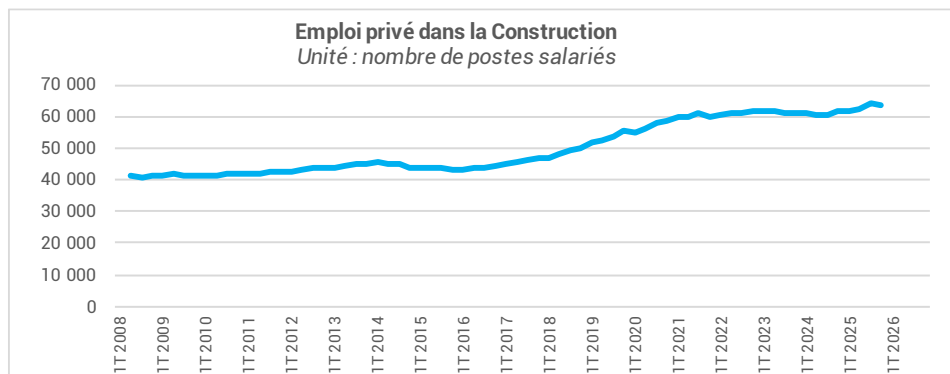
141 664 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

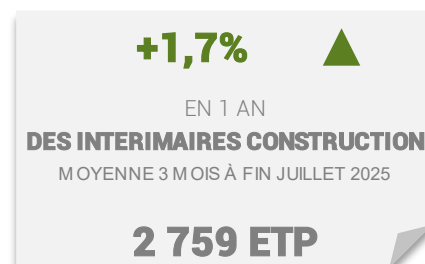
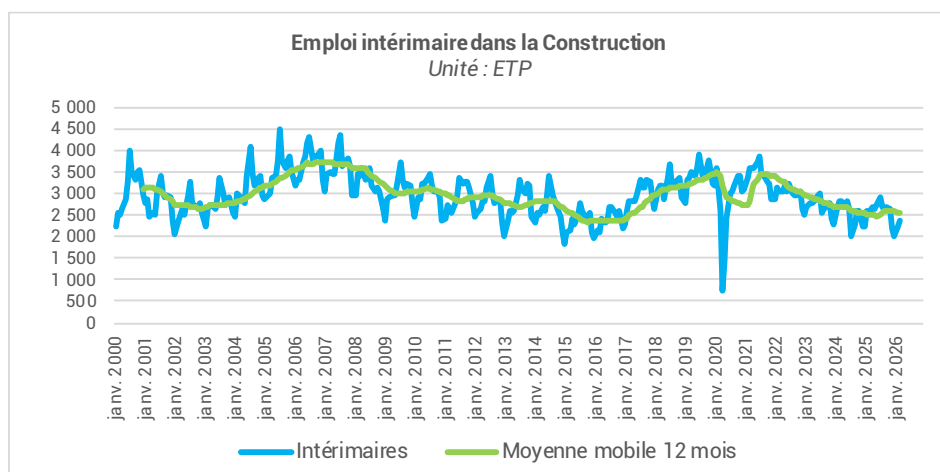
APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

| Emploi salarié dans la Construction (emploi privé) | 4° trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|-------------------------------|-------|---|
| Nombre de postes salariés Construction | 63 776 sal. | +3,5% | ▲ |



Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

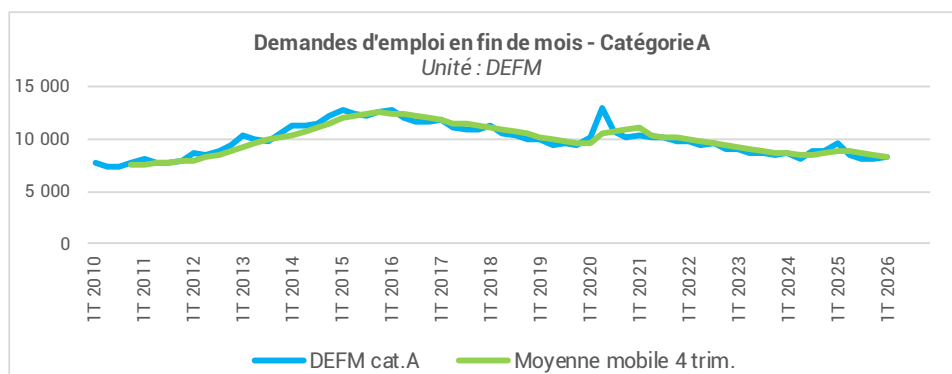
| Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut) | Juillet 2025 - Evol 1 an | | |
|---|--------------------------|--------|---|
| Intérimaires Construction en Juillet 2025 | 2 907 ETP | +10,5% | ▲ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juillet 2025 | 2 759 ETP | +1,7% | ▲ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juillet 2025 | 2 506 ETP | -5,6% | ▼ |



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

| Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A) | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| DEFM Construction | 8 312 DEFM | -13,3% | ▼ |
| DEFM tous secteurs économiques | 120 006 DEFM | -5,1% | ▼ |
| % Construction / Ensemble de l'activité | 7% | 0,0 pt | = |



-13,3%



EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

8 312 DEFM

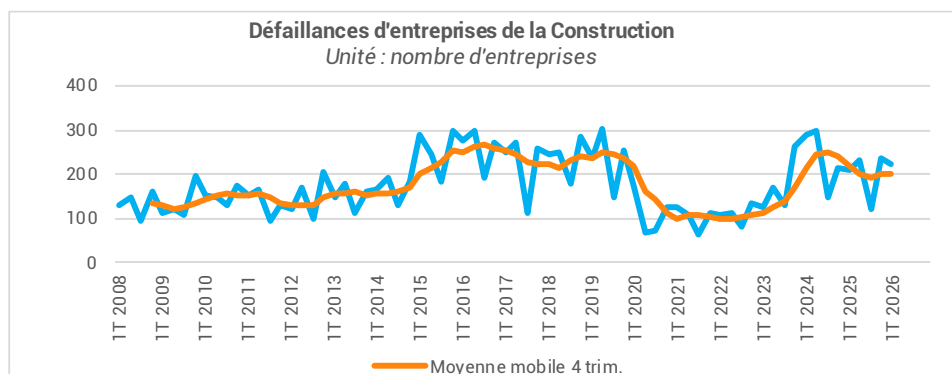
Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Les évolutions sont impactées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions, intervenus en 2025.

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

| Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|-------|---|
| Défaillances au cours du trimestre | 221 défaillances | +6,3% | ▲ |
| Défaillances cumulées des 4 derniers trim. | 810 défaillances | -7,1% | ▼ |



+6,3%



EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

221 défaillances

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

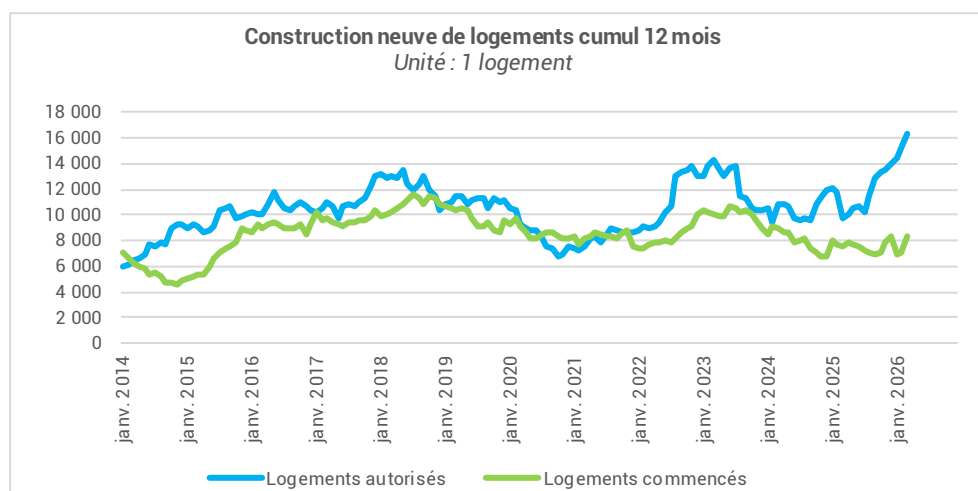
Sources :
Banque de France (données brutes)

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

| | Val-de-Marne | Île-de-France |
|--|--|--|
| Bâtiment résidentiel - construction neuve | | |
| Logements mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +9,4% ▲ 8 300 lgts | +26,6% ▲ 50 100 lgts |
| Logements autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +68,6% ▲ 16 400 lgts | +37,5% ▲ 70 200 lgts |
| Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro | | |
| Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an), en M€ | +22,9% ▲ 14,4 M€ | +12,5% ▲ 168,07 M€ |
| Bâtiment non résidentiel - construction neuve | | |
| Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | -11,7% ▼ 193 mill. m ² | +16,1% ▲ 2 747 mill. m ² |
| Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +40,2% ▲ 464 mill. m ² | +24,7% ▲ 4 498 mill. m ² |
| Matériaux | | |
| Production BPE Production de BPE entre janv. et mars 2026 (évol 1an), en m ³ | -8,7% ▼ 112 173 m ³ | -10,1% ▼ 1 051 860 m ³ |
| Appareil de production | | |
| Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an) | -1,6% ▼ 43 979 sal. | -0,7% = 356 599 sal. |
| Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Mars 2026 (évol 1an) | -7,0% ▼ 3 655 ETP | -6,7% ▼ 20 115 ETP |
| Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1an) | -7,9% ▼ 4 407 DEFM | -9,2% ▼ 38 143 DEFM |

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

| La construction neuve de logements (date réelle estimée) | Cumul 12 mois à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|---|--|---------------|----------|
| Total logements commencés | 8 300 lgts | +9,4% | ▲ |
| Dont individuels purs | 300 lgts | +16,4% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 100 lgts | -17,9% | ▼ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 7 900 lgts | +9,7% | ▲ |
| Total logements autorisés | 16 400 lgts | +68,6% | ▲ |
| Dont individuels purs | 300 lgts | +11,3% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 200 lgts | +19,3% | ▲ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 15 900 lgts | +71,1% | ▲ |



Source :
SDES, Sit@del,
estimations à fin mars 2026

Avertissements :

Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Par ailleurs, à compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sidel3, qui remplace Sidel2. Ce nouveau dispositif produit les mêmes informations que le précédent, avec quelques modifications mineures sur les résultats liées à de nouvelles règles de gestion et à une intégration un peu plus précoce des informations remontées dans les permis de construire.

| Travaux liés à l'ÉCO-PTZ | De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ | 14,4 M € | +22,9% | ▲ |
| Nombre d'ÉCO-PTZ | 626 ÉCO-PTZ | +22,5% | ▲ |

| Prêts à 0% PTZ+ | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Nombre de prêts délivrés dans le neuf | 692 | +28,1% | ▲ |
| Nombre de prêts délivrés dans l'ancien | 30 | | |



Sources :
SGFGAS (données brutes)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro pour financer des travaux d'éco-rénovation, d'un montant maximal de 50 000 € dans le cadre d'une rénovation globale.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour financer l'achat ou la construction d'une résidence principale, pouvant couvrir jusqu'à 50% du projet selon la tranche de revenus.

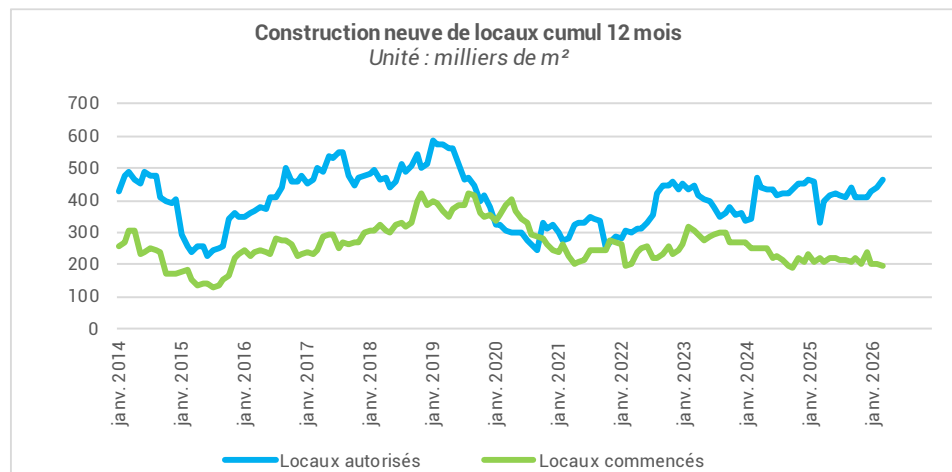
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

| La construction neuve de locaux (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Cumul 12 mois | | | |
| Total locaux commencés | 193 mill. m ² | -11,7% | ▼ |
| Total locaux autorisés | 464 mill. m ² | +40,2% | ▲ |

-11,7% ▼

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

193 mill. m²



+40,2% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

464 mill. m²

| Locaux mis en chantier (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux commencés | 193 mill. m ² | -11,7% | ▼ |
| Bâtiments agricoles | 0 mill. m ² | -99,8% | ▼ |
| Commerces | 44 mill. m ² | -16,1% | ▼ |
| Secteur public | 95 mill. m ² | +57,5% | ▲ |
| Autres locaux | 53 mill. m ² | -48,2% | ▼ |

| Locaux autorisés (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux autorisés | 464 mill. m ² | +40,2% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 6 mill. m ² | +64,4% | ▲ |
| Commerces | 110 mill. m ² | +54,9% | ▲ |
| Secteur public | 140 mill. m ² | +31,1% | ▲ |
| Autres locaux | 208 mill. m ² | +39,0% | ▲ |

Avertissement :

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées. En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

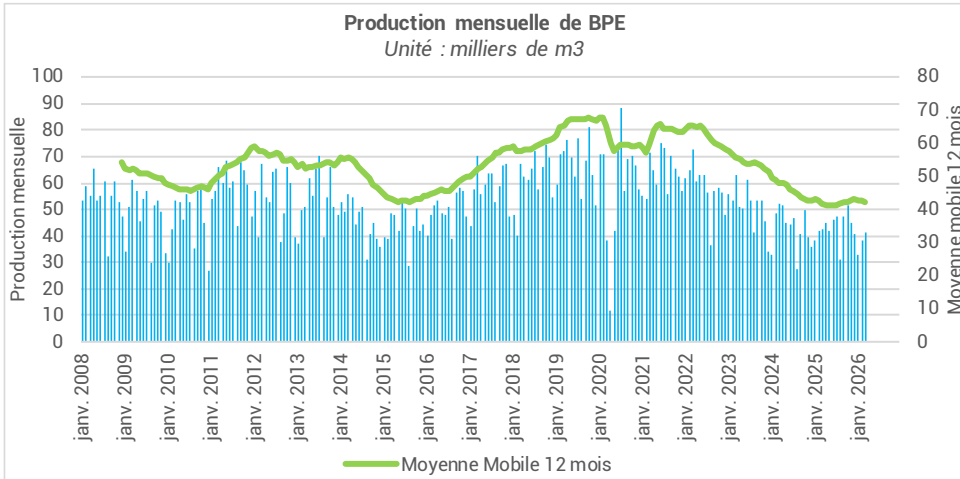
| La production de matériaux - Evol 1 an | | | |
|--|------------|-------|---|
| Production du mois | | | |
| Production de BPE en mars 2026 | 41 055 m3 | -4,0% | ▼ |
| Production depuis le début de l'année | | | |
| Production de BPE entre janvier et mars 2026 | 112 173 m3 | -8,7% | ▼ |

-8,7% ▼

entre janv. et mars 2026

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1 AN

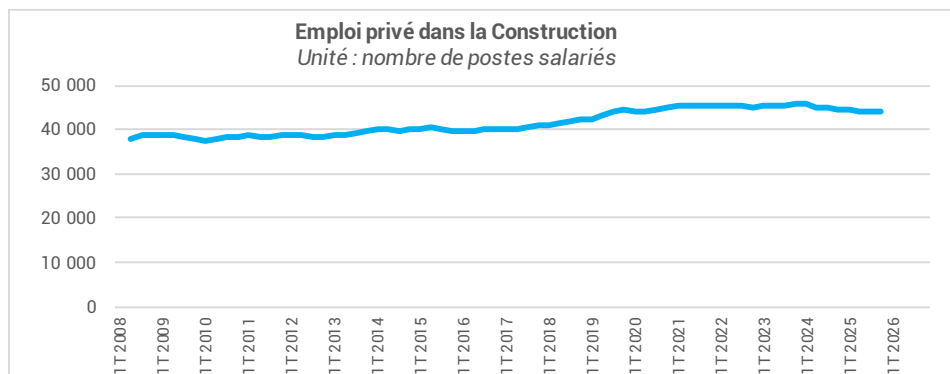
112 173 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉrimAIRE

| Emploi salarié dans la Construction (emploi privé) | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|-------|---|
| Nombre de postes salariés Construction | 43 979 sal. | -1,6% | ▼ |



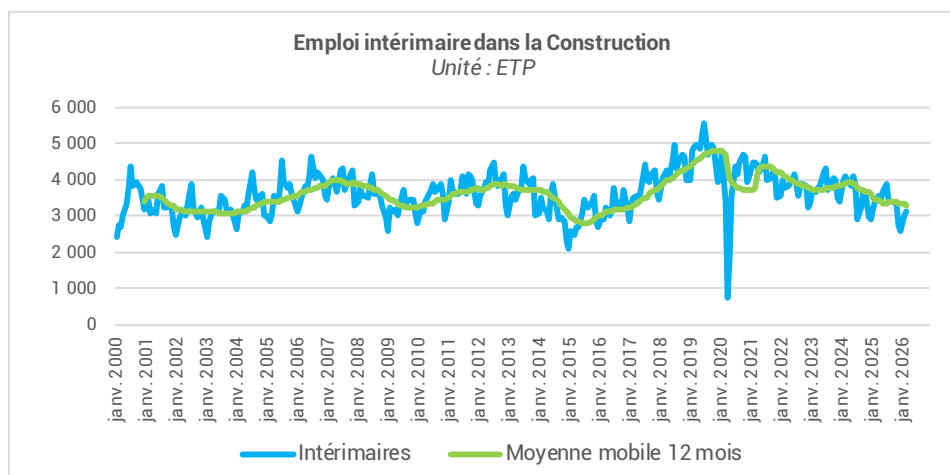
-1,6% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

43 979 sal.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

| Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut) | Juillet 2025 - Evol 1 an | | |
|---|--------------------------|--------|---|
| Intérimaires Construction en Juillet 2025 | 3 870 ETP | +0,5% | = |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juillet 2025 | 3 655 ETP | -7,0% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juillet 2025 | 3 360 ETP | -13,0% | ▼ |



-7,0% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUILLET 2025

3 655 ETP

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

| Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A) | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| DEFM Construction | 4 407 DEFM | -7,9% | ▼ |
| DEFM tous secteurs économiques | 79 311 DEFM | +2,3% | ▲ |
| % Construction / Ensemble de l'activité | 6% | 0,0 pt | = |

-7,9% ▼

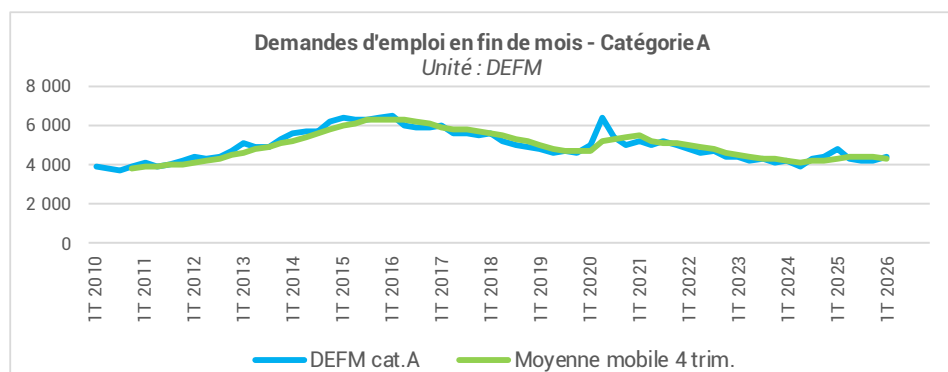
EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

4 407 DEFM

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Les évolutions sont impactées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions, intervenus en 2025.

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes



APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

| Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Défaillances au cours du trimestre | 100 défaillances | +38,9% | ▲ |
| Défaillances cumulées des 4 derniers trim. | 378 défaillances | +31,7% | ▲ |

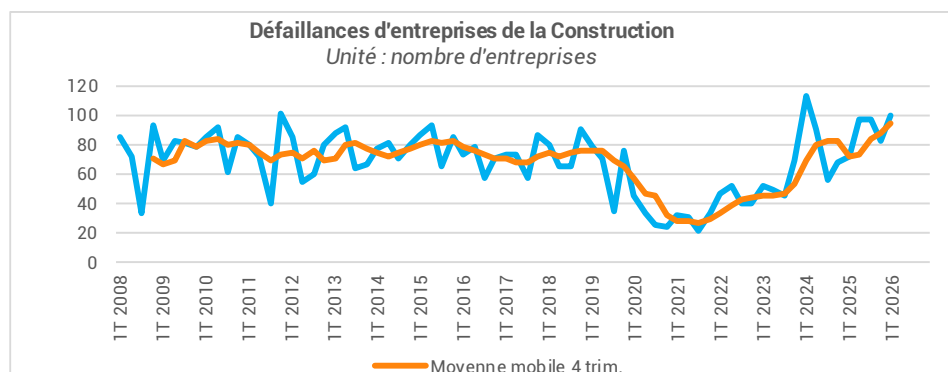
+38,9% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

100 défaillances

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sources : Banque de France (données brutes)



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

| | Val-d'Oise | Île-de-France |
|--|--|--|
| Bâtiment résidentiel - construction neuve | | |
| Logements mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +21,3% ▲ 4 700 lgts | +26,6% ▲ 50 100 lgts |
| Logements autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE) | +39,0% ▲ 5 900 lgts | +37,5% ▲ 70 200 lgts |
| Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro | | |
| Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an), en M€ | +12,5% ▲ 17,58 M€ | +12,5% ▲ 168,07 M€ |
| Bâtiment non résidentiel - construction neuve | | |
| Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +18,9% ▲ 366 mill. m ² | +16,1% ▲ 2 747 mill. m ² |
| Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC) | +32,1% ▲ 552 mill. m ² | +24,7% ▲ 4 498 mill. m ² |
| Matériaux | | |
| Production BPE Production de BPE entre janv. et mars 2026 (évol 1an), en m ³ | -3,4% ▼ 98 276 m ³ | -10,1% ▼ 1 051 860 m ³ |
| Appareil de production | | |
| Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1an) | -0,5% = 37 958 sal. | -0,7% = 356 599 sal. |
| Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Mars 2026 (évol 1an) | +2,6% ▲ 2 360 ETP | -6,7% ▼ 20 115 ETP |
| Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1an) | -7,2% ▼ 4 462 DEFM | -9,2% ▼ 38 143 DEFM |

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

| La construction neuve de logements (date réelle ou estimée) | Cumul 12 mois à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|---------------|----------|
| Total logements commencés | 4 700 lgts | +21,3% | ▲ |
| Dont individuels purs | 400 lgts | +4,7% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 400 lgts | +71,9% | ▲ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 3 900 lgts | +19,8% | ▲ |
| Total logements autorisés | 5 900 lgts | +39,0% | ▲ |
| Dont individuels purs | 500 lgts | +19,9% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 300 lgts | +5,4% | ▲ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 5 100 lgts | +43,8% | ▲ |

+21,3% ▲

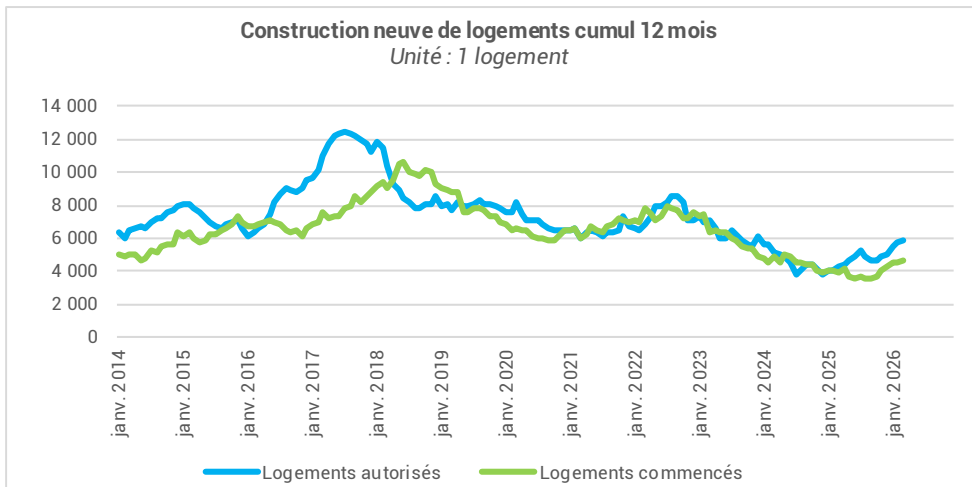
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

4 700 lgts

+39,0% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

5 900 lgts



Source :
SDES, Sit@del,
estimations à fin mars 2026

Avertissements :

Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Par ailleurs, à compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sitedel3, qui remplace Sitedel2. Ce nouveau dispositif produit les mêmes informations que le précédent, avec quelques modifications mineures sur les résultats liées à de nouvelles règles de gestion et à une intégration un peu plus précoce des informations remontées dans les permis de construire.

| Travaux liés à l'ÉCO-PTZ | De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ | 17,58 M € | +12,5% | ▲ |
| Nombre d'ÉCO-PTZ | 900 ÉCO-PTZ | +17,8% | ▲ |

+12,5% ▲

DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

17,58 M €

| Prêts à 0% PTZ+ | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Nombre de prêts délivrés dans le neuf | 370 | -10,4% | ▼ |
| Nombre de prêts délivrés dans l'ancien | 29 | | |

-10,4% ▼

EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2025
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

370 prêts

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro pour financer des travaux d'éco-rénovation, d'un montant maximal de 50 000 € dans le cadre d'une rénovation globale.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour financer l'achat ou la construction d'une résidence principale, pouvant couvrir jusqu'à 50% du projet selon la tranche de revenus.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

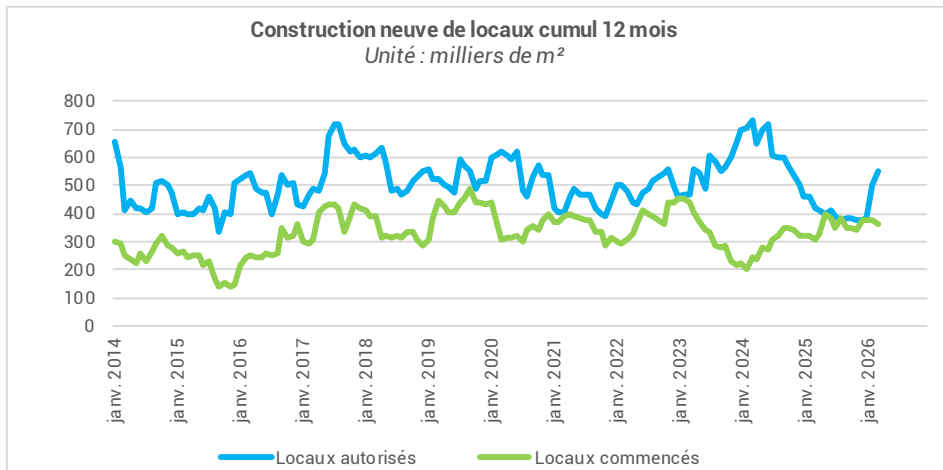
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

| La construction neuve de locaux (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Cumul 12 mois | | | |
| Total locaux commencés | 366 mill. m ² | +18,9% | ▲ |
| Total locaux autorisés | 552 mill. m ² | +32,1% | ▲ |

+18,9% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

366 mill. m²



+32,1% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

552 mill. m²

| Locaux mis en chantier (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux commencés | 366 mill. m ² | +18,9% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 5 mill. m ² | +97,5% | ▲ |
| Commerces | 36 mill. m ² | +0,4% | = |
| Secteur public | 48 mill. m ² | -39,9% | ▼ |
| Autres locaux | 276 mill. m ² | +46,4% | ▲ |

Avertissement :

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées. En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa.

| Locaux autorisés (date de prise en compte) | Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|--|--------|---|
| Total locaux autorisés | 552 mill. m ² | +32,1% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 13 mill. m ² | +64,6% | ▲ |
| Commerces | 115 mill. m ² | +35,1% | ▲ |
| Secteur public | 90 mill. m ² | +2,2% | ▲ |
| Autres locaux | 334 mill. m ² | +41,1% | ▲ |

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

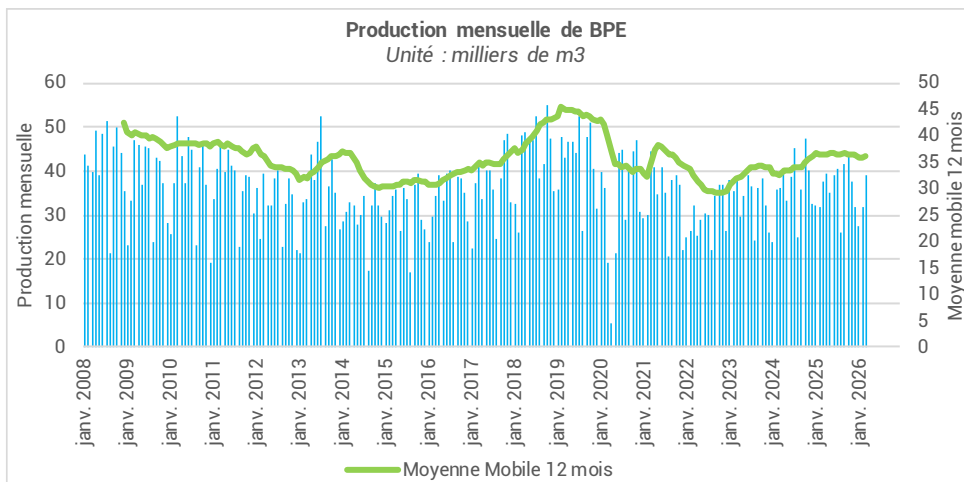
| La production de matériaux - Evol 1 an | | | |
|--|-----------|-------|---|
| Production du mois | | | |
| Production de BPE en mars 2026 | 39 046 m3 | +3,3% | ▲ |
| Production depuis le début de l'année | | | |
| Production de BPE entre janvier et mars 2026 | 98 276 m3 | -3,4% | ▼ |

-3,4% ▼

entre janv. et mars 2026

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1 AN

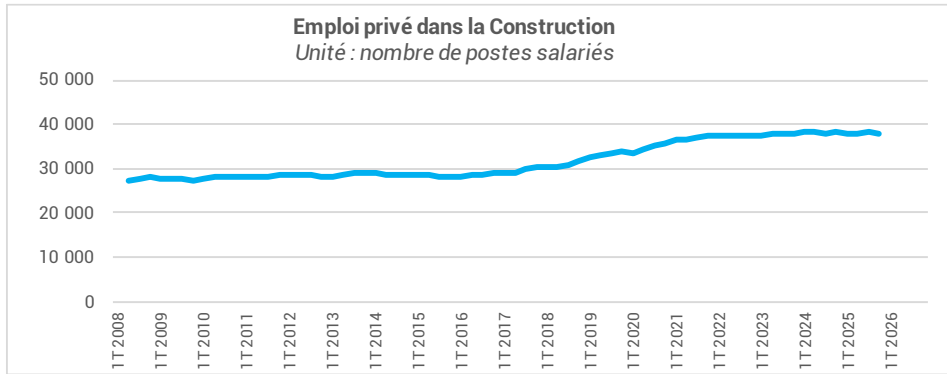
98 276 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉrimAIRE

| Emploi salarié dans la Construction (emploi privé) | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|-------|---|
| Nombre de postes salariés Construction | 37 958 sal. | -0,5% | = |



-0,5% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

37 958 sal.

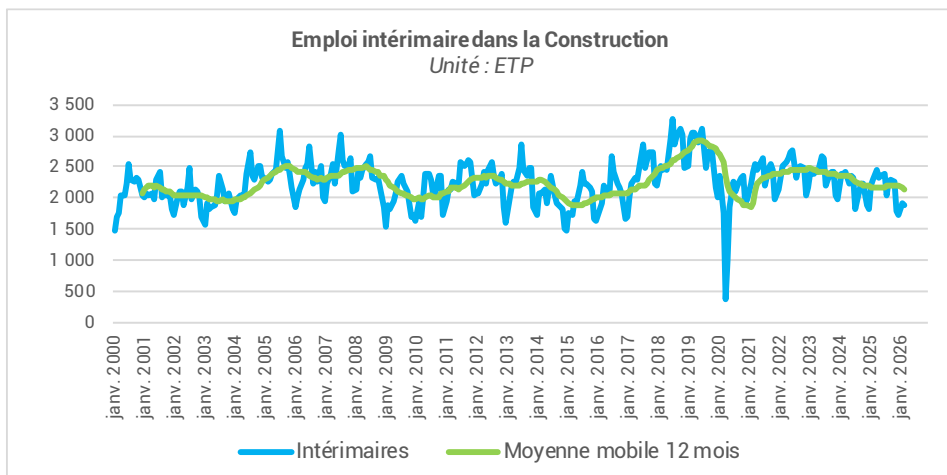
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

| Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut) | Juillet 2025 - Evol 1 an | | |
|---|--------------------------|-------|---|
| Intérimaires Construction en Juillet 2025 | 2 384 ETP | +2,0% | ▲ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juillet 2025 | 2 360 ETP | +2,6% | ▲ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juillet 2025 | 2 174 ETP | -5,0% | ▼ |

+2,6% ▲

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUILLET 2025

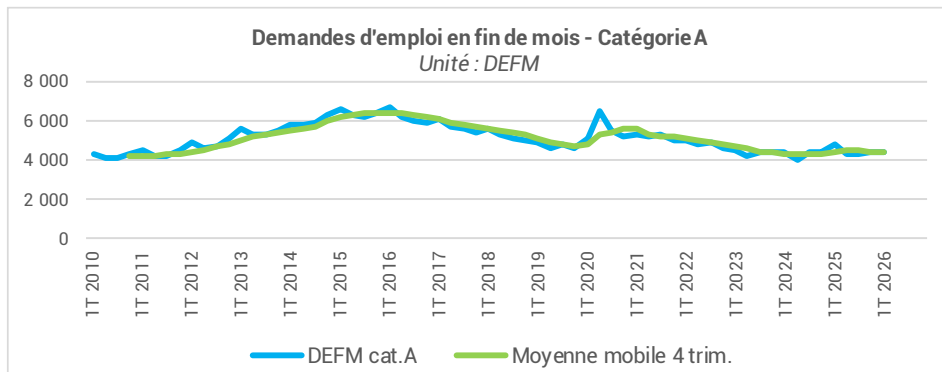
2 360 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

| Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A) | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| DEFM Construction | 4 462 DEFM | -7,2% | ▼ |
| DEFM tous secteurs économiques | 73 670 DEFM | +0,6% | = |
| % Construction / Ensemble de l'activité | 6% | 0,0 pt | = |



-7,2% ▼

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

4 462 DEFM

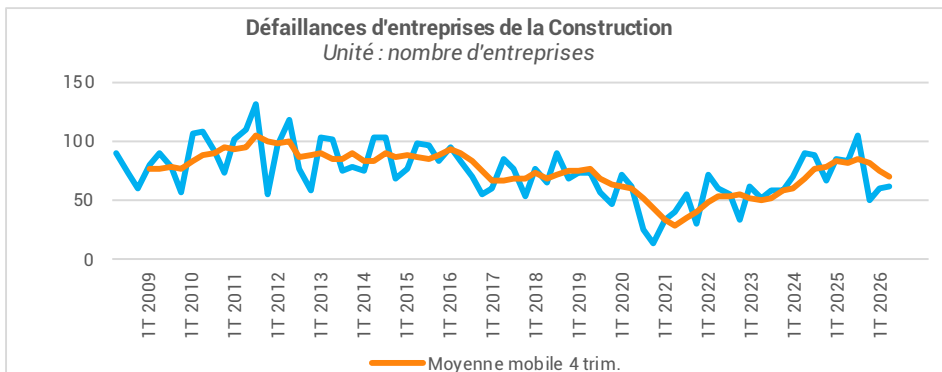
Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Les évolutions sont impactées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions, intervenus en 2025.

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

| Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction | 1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an | | |
|--|--|--------|---|
| Défaillances au cours du trimestre | 62 défaillances | -26,2% | ▼ |
| Défaillances cumulées des 4 derniers trim. | 279 défaillances | -14,2% | ▼ |



-26,2% ▼

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

62 défaillances

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sources : Banque de France (données brutes)

Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Région

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION

21 rue Miollis – 75015 PARIS

tél. : 06.47.43.73.86 | e-mail : sitara.khan@cerc-idf.fr

Site internet : <https://cercidf.fr/>